Vol. 7 • No. 15 • Du 23 au 29 Octobre 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ARRESTATION DE ME ANDRÉ MICHEL



Voir page 4

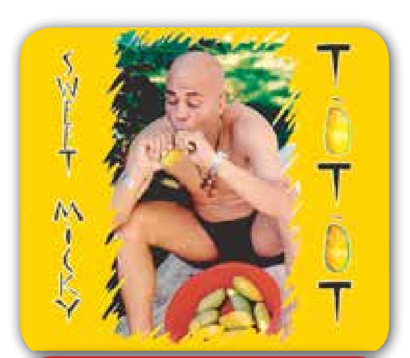
Me André Michel, porté par ses partisans, au cours de la grande manifestation du 30 septembre dernier, vient d'être arrêté par Martelly et Lamothe dans la soirée du 22 octobre en face du sous-commissariat de Martissant.

COMMÉMORATION SUR FOND DE MANIFESTATION ANTI-MARTELLY



Voir page 4

Le jeudi 17 octobre dernier ramenait le 207e anniversaire de l'assassinat du père fondateur de la Nation haïtienne, Jean Jacques Dessalines. En cette occasion des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien, pour exiger le départ inconditionnel de Michel Joseph Martelly









Quand la campagne de répression s'amplifie dans le pays !

Par Berthony Dupont

Depuis la fin de la dictature duvaliériste, le peuple haïtien ne s'était jamais trouvé face à un pouvoir aussi répressif et musclé que celui qui nous gouverne aujourd'hui. Bien qu'on ne dispose pas encore de statistiques claires, l'ambiance est morne et l'inventaire de la terreur assez long, vu que déjà on a suffisamment d'éléments pour évaluer les énormes dérives et actes criminels du gouvernement Martelly dans le domaine des atteintes aux libertés les plus élémentaires du peuple haïtien.

En fait, depuis l'avènement de ces nostalgiques de l'ère duvaliériste, la population haïtienne se retrouve dans un système pourri et corrompu où les libertés politiques et individuelles sont mises à rude épreuve. Cette politique criminelle vient d'atteindre son apogée avec le communiqué du Ministre de la Justice de Martelly-Lamothe, Jean Renel Sanon concernant le journaliste Jean Mona Métellus et l'arrestation illégale de l'avocat André Michel. Signalons que Jean Renel Sanon est également impliqué comme les deux chefs de l'Exécutif dans le décès hautement suspect en juillet dernier du juge Jean Serge Joseph.

Tout le monde a le cœur lourd. Il est vrai que l'opinion publique comprend fort bien qu'à travers une guerre des nerfs livrée par le pouvoir perce une volonté très nette d'insuffler la peur dans la population. Il faut coûte que coûte interdire au peuple de prendre conscience de sa misère et d'affirmer sa personnalité combative de résister. Quand on sait l'ampleur de la répression et de l'arbitraire systématique en usage pour régner on se demande alors : quel est le rôle des ambassades du triumvirat Etats-Unis, France et Canada dans cette vague de répression d'une ampleur sans précédent qui s'est abattue sur le pays ?

Justement, depuis l'avènement de ce régime désormais discrédité et honni, on ne les entend plus avec leur offensive diplomatique, malgré que les persécutions et les menaces politiques ne cessent de s'accumuler. Le pays se retrouve enchaîné devant le fait accompli face à des assassins du peuple, des trafiquants de drogue comme dirigeants qui font honte au pays. Ainsi l'ont voulu l'Occident et tous ceux qui par leur soutien et leur silence sont complices du crime qui est en train de se perpétrer.

Pourquoi ces diplomates qui dans un passé récent ne se gênaient nullement pour s'ingérer dans les affaires internes du pays, menaçant même certaines autorités de l'Etat de révocation de leurs visas ou d'autres représailles ou marchandages, ne disent rien, à l'heure actuelle, de l'énorme gâchis politique et moral imputable à ce régime de marionnettes lâches, serviteurs zélés de la cause impériale ? C'est sans doute cette raison qui pousse la presse bourgeoise internationale à faire le black out absolu sur les actes dictatoriaux du pouvoir et les pratiques aberrantes qui en découlent. Jamais une parcelle d'informations n'est sortie de cette presse sur les tragiques et graves évènements qui se déroulent actuellement. Deux poids, deux mesures ! Qui a déjà oublié la machine de propagande utilisée par cette même presse au service des forces obscures impériales contre le gouvernement Lavalas pour préparer le coup d'état du 29 février 2004 ?

Ce constat ne justifie t-il pas assez la politique exigée par les bailleurs de fonds internationaux ? Ces agissements nous enseignent clairement qu'aujourd'hui, c'est la politique de la globalisation impériale qui est en train d'être appliquée chez nous ! Obama et le Département d'Etat en portent l'entière responsabilité eux qui soutiennent totalement tous les actes des mercenaires au pouvoir en Haiti. Ils n'abandonneront pas leur poulain, comme l'avait fait l'ex-président des Etats-Unis Franklin D. Roosevelt en 1939 à l'égard d'Anastasio Somoza García, quand il commenta : « Il peut être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute ».

Or, ni les ballons d'oxygène de l'Occident, ni les gaz lacrymogènes de la PNH, ni la répression ne sauveront Martelly et Lamothe des brasiers brûlants de la colère du peuple haïtien. Ce que réclame l'Haïti d'aujourd'hui, ce sont des hommes et des femmes dignes et dynamiques capables de la conduire sur le droit chemin du socialisme et du développement. Pas des fils de putes !

Il est évident que nous traversons l'une des périodes les plus douloureuses de notre histoire de peuple. Mais ce qui importe désormais, c'est d'agir : agir pour éliminer l'ignoble système diabolique qui tend jusqu'à l'exclusion des masses de la dynamique politique; agir pour résister aux agressions de ce complot du terrorisme international ; agir enfin pour mettre un terme à l'occupation du pays par les forces onusiennes de la Minustah, au service du capitalisme mondial.

Il faut qu'il devienne révolu le temps des humiliations. L'heure est grave ! Désormais, la mobilisation ne doit pas s'arrêter. Elle doit être permanente sur tous les fronts afin de nous débarrasser de ces valets, de ces fantômes de dirigeants, avant la fin de cette année. Restons donc plus vigilants que jamais, mobilisés et déterminés. La roue de la seconde révolution haïtienne ne doit s'arrêter qu'après notre victoire totale sur ces forces du mal!

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210

Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Haïti, vue de l'intérieur (6) Les Archives Nationales d'Haïti (ANH) (première partie)

Par Catherine Charlemagne

Qui n'a jamais entendu parler de Jean Wilfrid Bertrand en Haïti ? Sa signature demeure la plus imitée de la République et ce depuis près de trente ans. Les faussaires de tous poils, les racketteurs de tout le pays se transforment en véritables représentants de Jean Wilfrid Bertrand. Mais qui est-il cet homme dont la signature est convoitée par toute la nation prête à payer le prix, le prix fort, pourvu qu'elle soit authentique.

Wilfrid Bertrand est le directeur général de l'une des institutions haïtiennes la plus sollicitée par la population : les Archives Nationales d'Haïti (ANH). Directeur Général inamovible des Archives nationales depuis les années 80, Wilfrid Bertrand est incontestablement le dernier dinosaure de la fonction publique haïtienne. De deux choses l'une. Soit ce monsieur est un extra-terrestre, donc, venu d'ailleurs. Il est alors passé inaperçu aux yeux des différents gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays depuis 1987.

Soit il est l'homme le plus compétent que Haïti ait jamais connu, dans ce cas, la patrie lui est reconnaissante. En effet, Wilfrid Bertrand est à la tête de l'une des administrations haïtiennes les plus décriées par la population. Et pour cause. Les Archives nationales étant l'institution sollicitée de manière quotidienne et intense. Car en Haïti tout ou presque se fait avec un extrait d'Archives nationales.

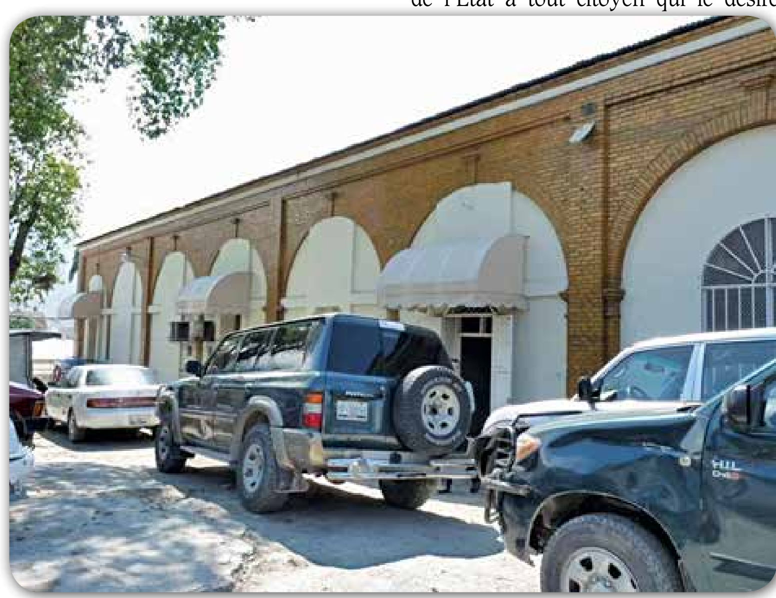
C'est pourquoi, le nom et la signature du directeur Jean Wilfrid Bertrand au bas des parchemins des ANH demeurent les plus connus de la République. Pour se procurer un passeport, un document auprès de la DGI (Direction générale des impôts), il vous faut un extrait d'acte de naissance. Pour s'inscrire à l'université ou dans un lycée, se marier ou divorcer, un extrait d'acte de naissance est nécessaire. Solliciter un visa dans une ambassade. Bref, tout absolument tout dans ce pays se fait à l'aide d'un extrait d'acte de naissance. Curieusement, l'acte original lui même ne sert pas à grand chose. Partout où l'on passe, c'est l'extrait des actes qui est valable. Du coup cette forme d'administration et l'obsession à l'authenticité dans un pays où tout est mis en doute vont transformer ce qui peut-être au départ une simple formalité en un véritable cauchemar pour les citoyens.



Jean-Wilfrid Bertrand, le Directeur Général des Archives nationales d'Haïti. Photo Credit : Le Nouvelliste

Les Haïtiens confrontent en premier lieu un double problème avec les services des Archives nationales. Pour le premier, on peut dire que les responsables des Archives à Port-au-Prince ne sont pas responsables. Il s'agit en effet du niveau de formation des officiers d'Etat civil dans le pays chargés de délivrer les actes relatifs à différents évènements survenus dans la vie d'un citoyen. Acte de naissance, de mariage, de décès, etc. En second lieu, le retard pris dans l'envoi aux Archives nationales à Port-au-Prince des documents consignés dans les registres de chaque Office d'Etat civil du pays. Enfin, la négligence des employés de l'administration centrale des ANH dans la transcription des données au moment de la préparation des extraits sollicités par les citoyens.

C'est de ces trois éléments à notre avis primordiaux que viennent toutes les difficultés de la population avec les Archives nationales quand elle sollicite un document. Or, il se trouve que cet organisme autonome de l'Etat est placé au centre des institutions chargées de délivrer des documents officiels et authentiques au nom de l'Etat à tout citoyen qui le désire en vue d'entreprendre des démarches publiques ou privées. Il est à noter que les ANH comme toutes les Archives nationales du monde ne conservent pas que les actes primaires concernant le pays. Selon sa mission, l'accès aux documents conservés par les Archives Nationales d'Haïti devrait faciliter la transparence des actions de l'Etat aux yeux des administrés et la confiance ainsi créées permettant le renforcement de l'Etat de droit. Mais loin de toutes ces considérations louables, les ANH demeurent malades et croulent sur le poids des ans.



Une vue du bâtiment des Archives nationales d'Haïti

Puisque depuis sa création,

Suite à la page (13)

AVIS DE DIVORCE

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi et après avoir entendu le Ministère Public dans ses conclusions écrites en la forme et au fond, favorable à l'action du requérant, accueille l'action intentée en divorce par le sieur Saintil CLOSSY contre son épouse Rose Geralde FLEURINE, en la forme et maintient le défaut déjà octroyé contre la défenderesse à l'audience du jeudi 11 avril 2013 à 12 heures ; ce, pour n'avoir pas été rabattu. Aux termes de l'article 287 du code de procédure civil Luc D. HECTOR. Admet le divorce des époux Saintil CLOSSY et Rose Geralde FLEURINE pour incompatibilité de caractères et pour injures graves et publiques envers son mari au vœu de l'article 217 du code civil haïtien

Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux tout en ordonnant à l'Officier de l'Etat Civil de la Commune de Miragoâne, Me. Pierre Antoine LOUISSAINT de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers et de rédiger l'acte de divorce des époux précités. Commet l'huissier Mikerlange PIERRE pour la signification du présent jugement aux fins de Droit tout en compensant les dépens en raison de la qualité des parties.

Donné de nous, Me Nerva VILMONT, Doyen du tribunal de Première Instance de Miragoâne en audiences civiles de divorce en date du jeudi 11 avril 2013 à 2 heures 12 minutes de l'après-midi ; An 210e de l'indépendance, en présence de Me. Ronald THESSIER, Av. Substitut Commissaire du Gouvernement près le Parquet du tribunal de Première Instance de Miragoâne, avec l'assistance de Me. Arismon SAINT CLAIR, Av. Greffier en chef de ce siège.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les tribunaux civils d'y tenir la main, à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du juge, le Substitut Commissaire du Gouvernement et du Greffier susdit.

Pour expédition conforme à la minute collationnée.

Me. Arismon SAINT CLAIR, Av.
Greffier en chef

Un nouveau Collectif est créé à Port-au-Prince, frère jumeau du Groupe des 184 !

Par Jacques Kolo Pierre

C'est du déjà vu ou du déjà entendu! Un nouveau Collectif pour venir à la rescousse du régime Martelly-Lamothe pris dans son propre piège.

Plusieurs organisations dites de la société civile et de personnalités du monde des affaires, religieux et intellectuel ont donné le 15 octobre 2013 une conférence de presse à Port-au-Prince pour présenter sur les fonts baptismaux un nouveau Collectif pour dénoncer ce que les signataires du texte appellent "une violation grave de la Constitution au cas où l'Exécutif haïtien constaterait la caducité du Sénat haïtien, au deuxième lundi du mois de janvier 2014". Trop beau pour être vrai!



André Apaid Jr de la Fondation Nouvelle Haïti



Edouard Paultre du Conseil Haïtien du Secteur non Etatique

Il faut rappeler que le Sénat fonctionne actuellement avec deux tiers de ses membres, soit 20 sénateurs au lieu de 30. Un premier tiers dont le mandat était arrivé à expiration depuis environ deux ans. Le président Michel Martelly n'a pas jugé bon, pour des raisons inavouées et inavouables, d'organiser les législatives partielles en novembre 2011 pour renouveler le tiers des sénateurs sortant.

Tout d'abord, à première vue, les signataires du texte ont fait référence à maintes reprises à la Constitution haïtienne, sans en préciser laquelle. La constitution de 1987 a été amendée par la 48e Législature sortante et publiée dans le journal officiel de la République "Le Moniteur" par le président René Préval avant son départ du pouvoir. Pourtant, le régime de Michel Martelly avait rapporté le document qui comportait dit-on, des erreurs matérielles. De concert avec des représentants de la société civile, du parlement, l'Exécutif a apporté bon nombre de modifications dans le texte qui est un acte parlementaire, avant de le publier après maintes tergiversations dans "Le Moniteur". Il s'agit de fait d'une violation grave dans la mesure où, personne à un titre ou à un autre, ne peut modifier un acte parlementaire.

Depuis lors, c'est ce texte constitutionnel taillé sur mesure, jamais promulgué, qui serait en vigueur et régirait tous les actes illégaux posés par le pouvoir en place. Si c'est ce texte auquel faisaient référence les membres du Collectif, il s'agirait d'une pure comédie. Et de ce fait, ils deviennent tous des comédiens comme le décrit Graham Greene dans son livre en référence à Haïti, "Les Comédiens". D'ailleurs, certains d'entre eux faisaient partie de la Commission chargée de faire des ajouts ou retraits dans la Constitution amendée. Donc, le Collectif, en panne de crédibilité aux yeux de la population, n'a pas eu le courage nécessaire pour parler franc politiquement en ce qui a trait à quelle Constitution il fait référence. Déjà, leur démarche est viciée à la base. D'ailleurs, les autres forces vives du pays, notamment les organisations paysannes, commerçantes, estudiantines, les associations de consommateurs, les corps de métier ne font-elles pas partie de la société civile qui doit veiller constamment au grain?

Les signataires du texte qui s'approprient du concept de "Société civile", ont seulement fait référence à la Constitution de 1987 pour expliquer le mécanisme régissant l'organisation d'élections en cas de vacance présidentielle. Ils se sont tus sur la façon dont l'Institution Electorale a été constituée en dehors des normes constitutionnelles et sur les différents scandales ayant éclaboussé le régime de Port-au-Prince, relatifs à la drogue, la dilapidation des caisses de l'Etat, à l'arrestation de militants pour leurs opinions politiques et à une politique de laisser-faire. Quelque part, ils disent saluer le fait que "les deux branches du Parlement aient fait un pas important en votant avec célérité une nouvelle loi électorale, conforme à la Constitution amendée", estimant qu'il revient au Président de la République de convoquer la Chambre des députés pour les suites nécessaires. Il s'agit d'une politique mi-figue et miraisin pratiquée par le Collectif qui ne veut pas assumer avec courage sa position sur la crise actuelle.

D'aucuns pensent que ces personnalités seraient en mission commandée pour l'international qui voit ses intérêts dans le régime en place au détriment des masses haïtiennes qui croupissent dans une misère abjecte. C'est seulement aujourd'hui que les signataires du document constatent qu'une grande tension politique et sociale s'installe au pays. Pour leur gouverne, depuis que le président Martelly est arrivé au timon des affaires de l'Etat, le pays vit dans une crise en permanence créée de toutes pièces pour détourner l'attention de la population sur les vrais problèmes du pays. Le président Martelly et le Premier Ministre Laurent Lamothe passent le plus clair de leur temps à l'étranger sous prétexte qu'ils vont négocier des accords. En réalité, ils cherchent plutôt à fuir la réalité et à engranger des frais de voyage qui dépassent l'entendement. Les membres du Collectif sont sur une autre planète ou tout simplement ils viennent d'arriver au pays et n'ont pas eu connaissance de la réalité. Le pays est en train de vivre une crise politique, constitutionnelle et institutionnelle. Si l'Exécutif s'aviserait de rendre caduc le Parlement le deuxième lundi du mois de janvier 2014, ce serait un autre épisode dans la tragi-comédie haïtienne.

Plus loin, Le Collectif estime qu'"un départ forcé, prématuré et illégal des sénateurs en janvier 2014 avant que n'aient lieu les élections sénatoriales partielles constituerait une dissolution de facto du Parlement et une

Suite à la page (13)

17 Octobre 2013: Commémoration sur fond de manifestation anti-Martelly

Par Yves Pierre-Louis



Une foule incalculable a manifesté une fois de plus ce jeudi 17 octobre contre le régime en place, dirigé par Michel Joseph Martelly

Le jeudi 17 octobre 2013 dernier ramenait le 207e anniversaire de l'assassinat du père fondateur de la Nation haïtienne, Jean Jacques Dessalines, surnommé l'Empereur d'Haïti après la proclamation de l'Indépendance de l'Ile, le premier janvier 1804. En cette occasion mémorable, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Port-au-Prince et dans la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien, non seulement pour commémorer cette date, mais pour exiger le départ inconditionnel de Michel Joseph Martelly et son équipe *kale*tèt du pays, et des forces d'occupation des Nations Unies de la terre de Dessalines, d'une part.

D'autre part, après une courte cérémonie, dans la matinée au Pont-Rouge, le président Martelly se rendait à la grande Rivière du Nord, sur l'habitation Cormier, lieu de naissance de l'Empereur, tandis que le Premier ministre, Laurent Lamothe, lui, était à (Marchand) Dessalines, le lieu de fortification de la lutte anticolonialiste.

Après 209 ans d'Indépendance de la première république nègre du monde, la lutte se poursuit pour la libération totale, la décolonisation mentale, économique et culturelle du peuple haïtien. C'était dans cette perspective qu'à l'occasion du 207e anniversaire de l'assassinat crapuleux de ce grand homme de l'histoire du peuple haïtien, des dizaines de milliers de personnes ont gagné les rues dans les deux plus grandes villes du pays pour dire NON, mille fois NON à toutes formes de colonisation, de domination et d'exploitation.

A Port-au-Prince, la capitale haïtienne, à l'initiative de deux organisations de base du mouvement Lavalas : Opposition Populaire et Force Patriotique pour le Respect de la Constitution de 1987 (FOPARC), une foule incalculable a manifesté une fois de plus ce jeudi 17 octobre contre le régime en place, dirigé par Michel Joseph Martelly. Rassemblés devant l'église de Saint-Jean Bosco, les manifestants anti-Martelly chauffés à blanc ont fait le va-et-vient sur la grand 'Rue entre le portail Saint-Joseph et le carrefour de l'aéroport, armés de banderoles, de pancartes et de photos de leur leader historique et charismatique, le docteur Jean Bertrand Aristide, avant de prendre la direction Nord vers le monument de Jean-Jacques Dessalines au Pont-Rouge.

A cet endroit-là, l'équipe kaletèt de Martelly-Lamothe avait posté deux machines EDE-PEP distribuant la nourriture de très mauvaise qualité pour provoquer les manifestants et décourager la population de la zone à prendre part à cette manifestation. Mais, c'était bien compté et mal calculé, car durant le passage de la manifestation, les gens ont jeté par terre les plats et les distributeurs furent obligés de fermer leurs portes, malgré tous les dispositifs de sécurité imposés. La manifestation a poursuivi son parcours en faisant le tour de l'aéroport avant d'emprunter la route de Delmas jusqu'à l'intersection de Delmas 3 et 18. De là, étant, les manifestants ont bifurqué à gauche en direction du Champ-de-Mars, particulièrement au pied de Papa Dessalines, où les dirigeants allaient délivrer un message de circonstance au peuple haïtien. Arrivés au Champ-de-Mars, toutes les rues y donnant accès avaient été barricadées par des dispositifs de sécurité. Des policiers de maintien de l'ordre avaient formellement interdit l'accès aux manifestants à la Place Dessalines, où une exposition d'exactions des soldats des Nations Unies au sein de la MINUSTAH avait eu lieu.

Face à la détermination des manifestants pour pénétrer la Place Dessalines, les policiers ont riposté par des tirs nourris en l'air ; ainsi la foule a été vite dispersée pour se regrouper devant Le Plaza hôtel. D'autres se sont repliés vers leur base au Bel Air pour continuer à manifester contre le régime kaletèt de Martelly-Lamothe. Ils ont dressé des barricades enflammées en chantant: « *Prese, prese, presse ooo! Prese, prese, prese ooo ! Martelly di l ap kraze chanm nan, prese, prese, prese voye l ale.* » Alors qu'au Champ-de-Mars la foule criait haut et fort: « *Grenadye alaso, sa ki mouri zafè a yo. Si yo tire sou nou n ap mete dife. Nou pa pè, nou pap janm pè, wè pa wè fòk Martelly jije pou krim li fè sou jij la, pou manti li bay pèp la.* »

A la rue Capois, un *véhicule immatriculé PNH 1-497 à* bord duquel se trouvaient des policiers administratifs ont ouvert le feu contre les manifestants, deux journalistes photographes en sont sortis victimes, dont Jean Michel Cantave de Télé *Vérité*.

Plusieurs personnalités politiques ont participé à cette grande manifestation contre le pouvoir, parmi elles on peut citer la coordonnatrice du comité exécutif de l'Organisation politique Fanmi Lavalas, Dr. Maryse Narcisse ; l'ex-ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Paul Denis ; l'ex-président de la Chambre des députés, Lévaillant Louis-Jeune ; le deuxième secrétaire du bureau de Sénat, John Joël Joseph ; le député de Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire ; l'ex-sénateur Turneb Delpé. Dans sa première déclaration, la coordonnatrice de Fanmi Lavalas qui avait rejoint la manifestation à Delmas 18, a salué la mémoire du père de la patrie haïtienne, Jean Jacques Dessalines. Elle a profité de l'occasion, durant son parcours jusqu'au Champ-de-Mars pour faire savoir que cette manifestation en ce grand jour du 17 octobre s'inscrivait dans la logique de mobilisation, de concertation, du rassemblement et de la détermination du peuple haïtien pour la sauvegarde des acquis démocratiques et du projet de construction d'une société où la politique d'exclusion sociale de la majorité doit être bannie à jamais.

Paul Denis de son côté n'est pas passé par quatre chemins pour accuser la communauté internationale de leur participation dans le complot qui a abouti à l'accession de Sweet Micky à la première magistrature du pays. Et, malgré les différentes protestations exigeant sa démission, elle continue de supporter les actions d'un président qui n'a pas de légitimité populaire. Le député Levaillant Louis-Jeune a abondé dans le même sens. Il a demandé à la communauté internationale de prendre ses responsabilités face à la crise politique qui ronge le pays et dont elle est toujours responsable. Selon lui, ce sont les puissances étrangères qui ne cessent de s'immiscer dans les affaires internes d'Haïti, qui ont imposé cet étranger répondant au nom de Michaël Martelly au pouvoir. « Le peuple lui demande sa *démission sans condition" a*-t-il *répété*. L'ex-sénateur Turneb Delpé a repris le mot d'ordre « élection ou démission », si les élections législatives partielles, municipales et locales n'arrivent pas à *être organisées d'ici la fin de l'année 2013.*

Quant à certains manifestants, ils ont énuméré un ensemble de dérives qui devraient conduire à la chute de Martelly : 1) les violations flagrantes et continues de la constitution du pays, 2) les velléités manifestes de rendre dysfonctionnels les autres pouvoirs publics et les institutions indépendantes, citant à titre d'exemple, le pouvoir législatif, la cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA), 3) l'instrumentalisation du pouvoir judiciaire et de la Police Nationale d'Haïti (PNH), 4) l'assassinat du juge Jean Serge Joseph suivi de parjure devant la Nation. 5) Le refus catégorique d'organiser des élections libres transparentes et démocratiques, 6) le refus catégorique d'appuyer la demande de dédommagement des victimes de Choléra-MINUSTAH par devant les Nations Unies et de promulguer la résolution du *Sénat exigeant le départ des troupes de l'ONU au plus tard* en mai 2014. 7) Les velléités de Martelly d'établir un régime totalitaire et autoritaire contre la volonté au peuple haïtien. 8) la Cooptation de certaines presses et la persécution politique des autres.

Au Cap-Haïtien, en dépit de la présence du président Martelly qui distribuait des enveloppes dans lesquelles, il y avait une modique somme de mille gourdes, des milliers de personnes étaient descendues dans les rues de la deuxième ville pour exiger une fois de plus le départ de Martelly à la tête du pays. Les gens ont pris l'argent pour acheter de l'eau à distribuer aux protestataires, qui criaient : « Abas Martelly ! Abas bandit légal! Abas tous les étrangers qu'on impose à la tête du pays ! » Cette manifestation qui se déroulait sous la direction des organisations du Nord, telles : collectifs des militants pour libérer Haïti, Base Populaire Nord a trouvé le support de plusieurs personnalités et militants politiques. On peut citer, entre autres : les sénateurs Moïse Jean-Charles, Westner Polycarpe, les ex-députés Hugues Célestin et Gérard Evans Beaubrun, Me. André Michel, les deux sœurs Claude, Marie Denise et Marie France. Tous, dans leur déclaration réclamaient le départ inconditionnel de Michel Martelly du pouvoir en Haïti. Pour le sénateur Westner Polycarpe, Martelly a menti à la Nation. C'est un étranger qu'on a imposé *à Haïti, c'est un* usager de la drogue. Il n'a ni légitimité ni autorité pour négocier quoi que ce soit au nom du peuple haïtien. C'est un déséquilibré mental, un criminel qui a causé la mort du juge Jean Serge Joseph. Martelly et Lamothe sont des indésirables. La seule solution, c'est la destitution selon le vœu populaire.

Selon Polycarpe, les négociations ou dialogues entamés sous les auspices de la plateforme Religions pour la Paix ne *déboucheront* sur rien de concret. C'est de la diversion pour essayer de détourner l'attention du peuple. C'est une stratégie des forces occultes pour maintenir leur domination sur Haïti. La solution, c'est la formation d'un gouvernement provisoire pour organiser des élections générales dans le pays pour tous les postes vacants au Sénat et les Collectivités Territoriales.

Arrestation de Me André Michel !



Me André Michel et son chauffeur Colin Jean David assiégés dans leur voiture sous les regards haineux des membres de la PNH



Les policiers ont repoussé les partisans de l'avocat après avoir tiré en l'air et de gaz lacrymogène

Par Kim Ives

Plus de 1000 personnes se sont massées devant un poste de police dans la section de Martissant, à Port-au-Prince, dans la soirée du 22 octobre, tandis que la police encerclait la voiture de l'avocat André Michel une Nissan grise immatriculée BB 49184, en face du sous-commissariat de Martissant, à l'entrée Sud de la capitale.

Il était peu après 18 heures et accompagné de son chauffeur Colin Jean David il se rendait chez lui à Fontamara 27.

Selon ce qu'a dit son avocat, Me. Newton Saint-Juste, Me André Michel, juste avant 22 heures, a été violemment tiré hors de sa voiture après que la police en eut brisé les vitres. Me Michel a ensuite été emmené au poste de police et inculpé, tandis que le corps de police anti-émeute CIMO lançait des gaz lacrymogènes et tirait en l'air pour disperser la foule en colère à l'extérieur. A minuit, Me Michel était encore détenu au commissariat de Port-au-Prince, avec des grappes de manifestants encore pas trop loin, malgré la persistance des gaz lacrymogènes manifestaient leur colère en criant de toutes leurs forces. « A bas Martelly, à bas Martelly !!! « Si on nous tire dessus, on mettra le feu »

L'année dernière, Me Michel avait intenté un procès contre le président Michel Martelly et sa famille pour corruption. Peu de temps après, le gouvernement émettait un mandat d'arrestation de Me Michel, l'accusant d'avoir participé au meurtre, en 2010, d'un étudiant, Frantzy Duverseau. Pourtant le père de la victime, Ovil Duverseau, qui avait été témoin de l'incident, a déclaré publiquement que Me Michel n'était responsable en aucune façon de la mort de son fils. Tout au contraire, M. Duverseau a accusé la police de Martelly d'avoir battu son fils à mort.

Bien que assiégé dans sa voiture Me Michel a réussi à donner des interviews à la radio, par téléphone cellulaire, sur différentes stations de la capitale. Il a eu à déclarer que le ministre de la Justice Jean Renel Sanon et les durs, jouissant de la confiance de Martelly, les frères Grégory et Thierry Mayard-Paul sont à l'origine de son arrestation qui a été réalisée par le commissaire du gouvernement Francisco René. Sur Radio Kiskeya, Me Michel a dit de M. René: «Je ne le considère pas comme un commissaire du gouvernement ou un juge, je le considère comme un zélé militant tèt kale », le terme utilisé pour décrire les partisans de Martelly .

« Malheureusement, nous vivons dans un pays où un groupe de gens pensent qu'ils ont tous les droits, alors que d'autres n'en ont aucun parce qu'ils sont dans l'opposition », a déclaré Me Michel.

En plus de Me St. Juste, plusieurs autres avocats sont arrivés sur les lieux en signe de solidarité, dénonçant le caractère totalement illégal de l'arrestation. En vertu de la Constitution haïtienne, la police ne peut procéder à aucune arrestation entre 18 heures et 6 heures, à moins de flagrant délit de crime.

Malgré le mandat au-dessus de sa tête, M. Michel n'a pas arrêté de circuler et de prendre la parole pendant des mois, conscient que «les policiers étaient en train de me suivre» déclara t-il.

«Pendant longtemps, j'ai repris mes activités professionnelles et politiques, et j'ai mené le bon combat », a déclaré Me Michel. «Je me suis dit que je ne me cacherais pas, parce que quand vous vous cachez, vous facilitez la tâche à la personne qui essaye de vous porter à vous cacher».

«Il est important de défendre nos acquis démocratiques en Haïti» depuis la chute de la dictature des Duvalier en 1986. Me Michel a conclu dans une de ses interviews à la radio: « Nous devons avoir le courage et la détermination».

Par ailleurs, de nombreuses personnalités se sont accourues sur les lieux pour porter leur solidarité à l'avocat, entre autres on peut citer Me Samuel Madistin, l'ex-commissaire du gouvernement Jean Renel Sénatus, Ansyto Félix, Pierre Espérance du RNDDH, Stanley Gaston, Sabine Duvivier Morpeau et le bâtonnier de l'ordre des avocats Me Carlos Hercule.

Dialogue de kòkòb, kokobe et dyòlalèlè

Par Fanfan la Tulipe

Dans le cadre de cette rubrique, un dialogue s'entend d'une conversation, de discussions ou négociations, dans un contexte social ou politique, entre deux ou plusieurs personnes. Cependant, pour qu'il y ait dialogue, il est impératif que les parties dialoguantes ne soient pas des *kòkòb* du verbe, encore moins des *kokobe*, et surtout qu'elles ne se plaisent ni ne se complaisent dans une sorte de dyòlalèlètude peu constructive, voire même destructive, qui ne débouche sur quoi que ce soit de positif.

Alors, voyons ce qui s'est passé lors de cette dernière rencontre entre le président Martelly et les présidents des deux branches du Parlement, en l'occurrence le président du Sénat, le sénateur Desras Simon Dieuseul et le président de la chambre des députés, Tholbert Alexis, à l'initiative de la plateforme Religion pour la Paix, représentée pour la circonstance par Mgr Pierre André Dumas, premier évêque de l'Anse-à-Veau et de Miragoâne, et Madame Evodie, prêtresse vodou. Il semble qu'on aurait réservé un strapontin, *yon ti chèz ba*, au sénateur Jocelerme Privert. Ce *chitatande* s'est tenu dans l'idée de mettre un terme à plusieurs mois de conflit ouvert entre l'Exécutif et le Législatif.

Déjà, l'Afrique était mal partie, pardon, je veux dire que la rencontre était mal partie, puisque pour Dumas, le catholique, Evodie n'est pas une prêtresse, mais bien une diablesse. Ensuite, il faut le dire clairement, il n'y a jamais eu, à vrai dire, de religion pour la paix. Ainsi, dans le monde chrétien, depuis les Croisades jusqu'à l'Opus Dei, soutien de Franco contre la république espagnole, soutien de Pinochet dans sa guerre sale et criminelle contre progressistes et militants de gauche au Chili et ailleurs en Amérique latine, en passant par la Guerre de Cent ans avec les belligérants agglutinés, à un moment donné, autour de Urbain VI et Clément VII, les Églises ont toujours été peu portées à la paix. Et on n'oubliera pas de sitôt la fameuse et infâme campagne des «*rejete*» qui ne fut surtout pas menée à l'ombre de la paix.

D'entrée de jeu, Martelly, bien connu pour l'élégance de son verbe a ouvert la séance avec un tonitruant : « *Bon, sa n vi n fè la a ankò* ?» De sa voix fluette, presque féminine, Privert risqua :«Nous sommes venus dans votre *dengon*, car vous nous avez mis le feu au cul». Immédiatement, le prélat de Miragoâne, éclairé par le Saint Esprit s'empressa de calmer les mauvais esprits avec un *Dominus vobis cum*, le Seigneur soit avec vous ! Ce à quoi Evodie répondit avec aplomb : «Et avec l'esprit d'Ogou Feray». Simon Dieusel et Tholbert Alexis, en vieux politiciens *bakoulou*, *vyewe*, comprirent, saisirent, sourirent, rirent, mais rien ne dirent.

Martelly. *Nou vin pou dyalòg oubyen nou sou goumen* ?

Dumas. Excellence, permettez que nous vous interrompions, nous les champions de la paix. C'est l'étoile du dialogue et la lumière de Jésus qui nous ont amenés vers vous. Nous avons pour auguste et divine mission de faciliter le dialogue entre l'Exécutif et le Législatif. Nous devons faire en sorte que le dialogue ne soit pas une urgence oubliée. Que la paix et le dialogue soient avec vous !

Martelly. *Gad monsenyè nan pale franse*. Ne soyons pas des bavardeurs, des bétiseurs, des ranceurs. On dialogue ou bien on ne dialogue pas. *Pa fè lwa m monte m* !

Elodie. Président Martelly, un peu de calme, *lwa monte w, desann lwa se metye m*. Voyez, je suis venue avec mon *ason* à toutes fins utiles.

Dieusel. Oui, je vois qu'Elodie *gen fanm sou li*, pour ne pas dire *gen dyab sou li*. Mais, entrons dans le vif du dialogue, autrement nous aurons l'air de *kòkòb*, pour ne pas dire de *kokobe*. Nous devons respirer le dialogue. Je vois déjà dans les yeux d'Elodie danser un *lwa dyalòg*. Les impératifs du moment commandent le dialogue. N'ayons pas peur du dialogue, même, ne soyons pas peur du dialogue, autrement ce serait kokobant. La nation attend de nous un dialogue fécond, *toutbon*, un dialogue *gason,* un dialogue *kanson*. Comment allons-nous aborder le dialogue ? Dans quel cadre faut-il placer le dialogue ? Quels vont être les paramètres, les périmètres, les mètres, les décamètres, les hectomètres, les kilomètres du dialogue ? Allons-nous au moins commencer par la première lettre D pour finir par la dernière lettre E ? Car, c'est ça le dialogue, c'est l'épellation des mots et des idées qui concourent au dialogue, façonnent le dialogue, créent le dialogue, animent le dialogue et lui confèrent plénitude, magnitude, amplitude, altitude, longitude et largitude.



Le président Martelly rencontre les présidents des deux branches du Parlement, en l'occurrence (à droite) le président du Sénat, le sénateur Desras Simon Dieuseul et (à gauche) le président de la chambre des députés, Tholbert Alexis



Mgr Pierre André Dumas, premier évêque de l'Anse-à-Veau et de Miragoâne

Martelly. Dieuseul, *apa w sou blòf.*

Dieusel. Je suis à bonne école. Je suis l'Exécutif pied pour pied.

Tholbert. L'élève a dépassé le maître. Sans vouloir être un émule de mon collègue Desras, je voudrais abonder dans son sens et même déborder les limites du bon sens. Nous ne devons pas seulement initier le dialogue, nous devons aussi, à la lumière de la matérialité, de l'historicité, de l'authenticité, de la véracité, de la véridicité, de la tangibilité et de la complexité de la conjoncture, nous engager à établir le cadre de base du dialogue qui doit être défini dans ses contours, ses bords, bordures, courbures et cambrures. Le grand juriste français Félix Julien Jean Bigot de Préameneu, l'un des quatre juristes auteurs du **Code civil français**, sur demande de Napoléon, a eu à dire que «L'épure d'un dialogue tient d'abord au tracé parfait des lignes de son cadre de base, lequel fait appel à la Constitution». Aussi, en ce qui me concerne, constitution et dialogue vont de pair. Nous devons nous bien constituer pour bien dialoguer. Même, il nous faudrait les lumières d'un constitutionnaliste chevronné, haut de gamme, un orfèvre en la matière, pour définir les rapports précis entre constitution, légalité, légitimité et dialogue.

Martelly. *Rele Madan* Manigat. Même si je dois lui corriger encore son cahier, comme au jour de ces débats dont je sortis victorieux.

Elodie. C'est la faute à l'OEA, à Edmond Mulet et aux Clinton si son cahier a été barbouillé. Dans le cadre de ce dialogue, je défends la vérité. La vérité est la mère de tous les dialogues dont le père est Legba. Ni magouille, ni barbouille, ni barbouillage, ni gribouillage, ni cafouillage, ni bidouillage, ni bredouillage, s'il vous plaît.

Privert (de sa voix fluette). Elodie a parlé d'or et de dialogue. Voilà une femme qui ne barbouille pas. Je précise: pour qu'il y ait dialogue, pour que le dialogue soit franc, pour qu'il ait un caractère moral…

Dumas. Sanctificateur…

Privert. Je reprends… un caractère moral, sanctificateur…

Dumas. Rédempteur.

Privert. …un caractère moral, sanctificateur, rédempteur…

Dumas. Sauveur et bienfaiteur…

Privert. …un caractère moral, sanctificateur, rédempteur, sauveur et bienfaiteur, les deux parties doivent s'entendre à respecter la prééminence de la constitution sur toute autre loi, loi *pouvwa*, loi *shèlbè*, loi *sèl kòk chante*, ainsi que le principe de la séparation des pouvoirs, ce qui est le cadre même de base du dialogue. Nous nous sommes réunis dans le but de dialoguer. Mais je ne sens pas encore dans l'air un parfum de dialogue, je hume quelque chose d'autre. Président, qu'est-ce que vous humez ?

(*s'amène Lucien Jura avec plusieurs verres de jus de corossol au lait sur un plateau d'argent, faisant mille courbettes devant le président*)

Martelly. Merci, Jura, tu fais bien le service. Je te récompenserai. Tu peux te retirer. Tu serais de trop à ce dialogue. Sénateur Privert, c'est ce que vous humiez, il y a à peine quelques secondes: une fragrance corossolée.

Privert (entre deux gorgées de jus). Alors nous voilà partis pour une bonne corossolade. Oui, je disais que le maître mot de l'heure, c'est le dialogue, et ce n'est pas le corossol qui va nous faire perdre le nord de ce dialogue impératif, injonctif, «obligatif». Nous ne devons pas sortir de cette rencontre sans établir la primauté du dialogue sur les blablatudes, dyòlalèlètudes et autres turpitudes des discussions sans principe. Le vrai homme politique se reconnaît à ses capacités de dialogue. Je veux le dialogue, je suis le dialogue, le président veut le dialogue, Elodie veut le dialogue, Legba veut le dialogue, nous nous acheminons vers le dialogue, le dialogue me gonfle les narines, Tholbert et Dieuseul ne jurent que par le dialogue, nous avons le vent du dialogue en poupe, monseigneur Dumas *pi rèd*… Aïe, dialogue *pitit* ! Quand tu nous tiens, ne nous lâche pas.

Dumas. *Deo gratias, dialogum totum, totum dialogum. Memento, homo, quia dialogum es*. Souviens-toi, homme, que tu es dialogue et en toute chose il faut considérer la fin, le fin dialogue, enfin Séraphin *pye fen*

Elodie. *Ayibobo pou lwa yo* ! *Dialogum pou tout voum*.

Tholbert. Bien entendu nos discussions jusqu'ici, faites avec franchise, ont seulement élaboré le cadre du dialogue mais il va de soi que le dialogue proprement dit n'a pas encore commencé. Nous sommes conscients du fait que de même que *premye kou pa kou*, de même une première rencontre n'est pas forcément l'accomplissement du dialogue. Un dialogue nécessite une finesse d'esprit, une délicatesse dans les manières, un rare sang-froid, un savoir-faire hors pair, une maîtrise remarquable du langage, une tête bien pleine. Remarquez que je n'insinue rien, *m pa voye dlo*, voire que je voudrais mouiller quiconque.

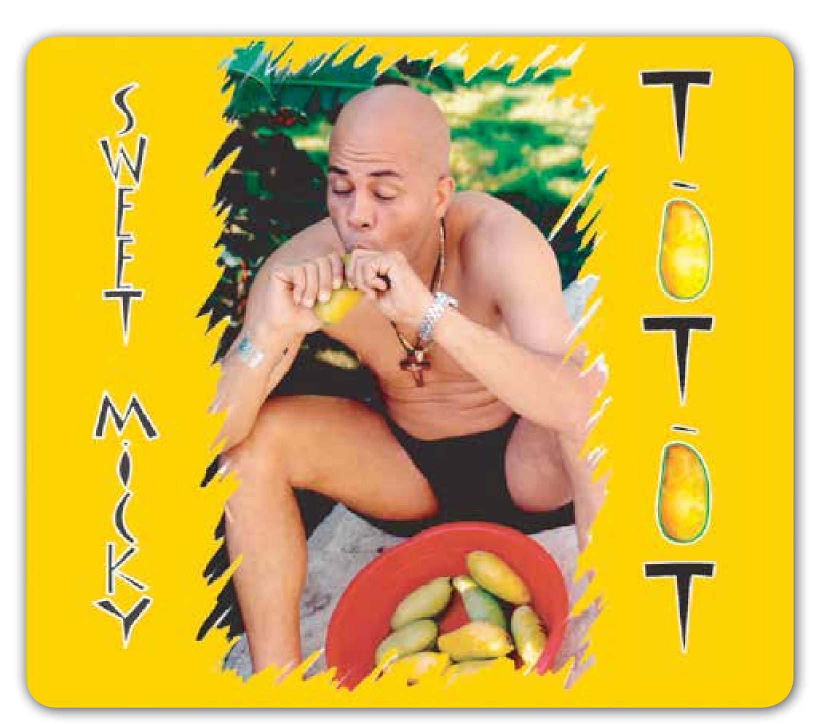
Martelly. C'est ce que j'ai deviné. Alors, où en est-on avec notre dialogue. Monseigneur Dumas, avez-vous quelques idées lumineuses?

Dumas. Depuis le début de cette rencontre, je n'ai pas arrêté de solliciter l'aide du Seigneur, ce dieu du dialogue. Nous avons en effet un devoir de dialogue, une nécessité de dialogue, une exigence de dialogue, un besoin de dialogue, un appétit de dialogue, un grand goût de dialogue, une faim de dialogue, une soif de dialogue, une urgence de dialogue, une frénésie de dialogue, une fièvre de dialogue, bref un *pwa grate* de dialogue. À l'ombre de Jésus, nous allons nous retrouver sur le chemin du dialogue, « main dans la main, *kon sa nou va mache, nan lespri lanmou*, l'union fait la force». L'union dans le dialogue, par le dialogue, pour le dialogue. C'est la raison de notre présence à cette rencontre. Nous avons déjà fait du bon travail, le travail du Seigneur.

Tholbert. Amen, *monsenyè*. Maintenant que nous avons élaboré la base du dialogue, il nous reste à nous imaginer son sommet, à nous interroger sur les prochaines étapes de ce dialogue inter-haïtien, interinstitutionnel. Ce que nous venons d'accomplir de concret, de positif, de tangible, de palpable, en terme de dialogue permet d'augurer que le dialogue définitif apportera ses fruits, d'autant que, pour paraphraser Sully Prudhomme, «Nous sommes les héritiers de ceux qui savent dialoguer, les associés de ceux qui vivent et dialoguent, et la providence de ceux qui sauront dialoguer».

Martelly. Tholbert, mon cher, donne-moi du vent pour aller à la Gonâve de mon dialogue, trêve de prudhommerie. Moi, je suis pour un dialogue franc, parce que le dialogue présent n'est pas encore mon dialogue. Je veux d'un vrai dialogue, un dialogue corossolant, un dialogue *ladouskivyen-kenèp*, un dialogue sapotillant, caïmitant, un dialogue *siwo kann*. **Retrouvons-nous** dans trois jours afin d'engager véritablement le dialogue. Chaque partie désignera 10 négociateurs qui seront habilités à trouver des solutions sur tout thème litigieux. À raison de 10 négociateurs pour l'Exécutif, 10 pour le législatif, 10 pour la plateforme religieuse, ça nous fait bien 30 voix pour un vrai dialogue, un seul dialogue, je ne vous dirai pas lequel. Comme dit l'adage, plus on est de fous, plus on s'amuse. Et plus on est de clowns, mieux sera mon dialogue. Je vous remercie.

Michel Martelly, yon danje sosyal pou Ayiti



Ki lè Michel Martelly ap sispann, fè tòtòt, peze souse epi kale tèt pèp la ?

Ki sa prezidan Martelly ap regle konsa nan Palè nasyonal depi mwa me 2011? Men 2013 pral fini pou 2014 antre, nou poko janm wè ki sa Martelly reyalize nan peyi a. Menm pati Repons peyizan ki te ba l chapo legal pou l te kab kandida pa kab bay okenn repons sou ki sa Martelly pote pou peyi a.

Kote bèl pawòl anestezi li te konn ap bay epòk kanpay elektoral la ? Yo sere nan tiwa ? Martelly gen 3 zan depi l ap inogire chantye lekòl, wout, konstwiksyon lopital, pak endistriyèl karakòl ak Ayewopò Okay nan kontinite travay pouvwa lavalas la ak pouvwa prezidan Preval yo. Donk, kisa ki nouvo an Ayiti avèk prezidan Martelly ? Eske se paske dilè Dròg yo trafike pi byen ? Sektè konmès nan klas mwayèn nan flebli nèt, sa ki lakoz ti malerèz pa ka jwenn debouche pou nouri fanmi yo. Pwogram bidon tankou: « Ti manman cheri », « kore etidyan », « aba grangou » ap ogmante, alòske mizè ak dezolasyon blayi nan mitan tout pèp la, sitou pou moun ki nan katye popilè yo. Tout moun konnen pwogram sa yo se yon kouvèti pou blanchi lajan taks Pèp ayisyen an ak lajan moun k ap viv nan dyaspora a ap voye pou fanmi yo an Ayiti.. Anplis, pwogram sa yo pa ka pran lòt nivo nasyonal, epi se sektè boujwa a selman k ap tire pwofi.

Daprè temwayaj anpil moun nan divès kwen peyi a, gouvènman sa a se volè l ap volè lajan peyi a. Martine, yon machann k ap vann anba lavil, fè konnen : « se premye fwa nan tout istwa peyi Ayiti lekòl ouvè tout bon vre pou anpil paran pa gen posiblite reponn ak randevou lekòl aprè grannvakans ; sa ki fè anpil timoun deja ap pèdi jou nan lane eskolè 2013-2014 la, pandan pouvwa kaletèt Martelly a ap fè lwanj lekòl gratis.

Prezidan an di sou radyo ak televizyon li pa dwe okenn direktè lekòl lajan. Poutan direktè lekòl yo menm bò kote pa yo ap fè manifestasyon pou rele anmwey kont prezidan Martelly ki dwe yo. Se konsa Direktè Abraham ki se responsab yon lekòl nan Sarthe, deklare « Martelly se yon mantè, je chèch, san konsyans, paske yo poko resevwa yon goud ayisyen pou ane lekòl la ».

Kisa kandida Michel Martelly te gen nan djakout li menm? Se vre nou konnen se yon kou moute kominote entènasyonal la (USA , Kanada ak Lafrans) bay Ayiti lè yo te mete Martelly nan dezyèm tou anfas Madan Manigat pou te fè l rive prezidan Ayiti. Nan diskou Martelly te bay nan envestiti l, li te di: Ayiti ouvè pou biznis. Ki biznis? Eske se biznis dròg la li tap pale ? Oubyen se te pou atire touris vin envesti nan peyi a? Martelly ap mache bay " kit alimantè ". Bay mil goud tout kote l pase. Chak ti kit alimantè "Ede Pèp" yo vann plis pase 50 dola meriken. Tout bagay sa yo ap fèt pandan pwodiksyon nasyonal pa nou an ap fin detwi. L ap bay lajan pou moun rasanble tout kote l ye, menmjan rejim boutdi Duvalier ak Avril yo te konn fè l deja. Li simaye lajan bay bandi ak militan braslè woz pou anpeche pèp la pran lari. Li fè tankou se tout peyi a ki sinistre, depi Prezidan Martelly pase yon kote, li met pèp la sou ran pou resevwa 2 ti sachè diri, yon bwat lèt bongou, yon bidon lwil.

Men mezanmi, peyi Ayiti pa sinistre, gen manje pou tout moun ta jwenn jan yo vle si te gen travay. Eske distribisyon pla manje mal kwit kapab retire oubyen soulaje yon pèp ki nan grangou ak soufrans, pou n pa di devlope yon peyi ? Eske se ti makout manje ki vrè repons peyizan an?

Kisa k ap manniganse nan pouvwa tèt kale ? Eske se yon revolisyon kanaval ak anbyans Rara ki nan djakout prezidan Martelly pou pèp ayisyen an kòm pwogram? Nou sonje li te di jounalis ak medya yo poutèt y ap anmède lespri l tròp, li pral bay pèp la plezi rara nèt chak semèn pou bliye mizè ak pwoblèm k ap boulvèse yo. 2 kanaval nasyonal nan yon ane, pandan lekòl pat ka louvri pou lajan yo di ki pa genyen nan bidjè Leta. Pandan l ap di edikasyon se yon priyorite pou li, l ap diminye nan bidjè edikasyon an pou l ogmante bidjè Primati ak Laprezidans. Chak 6 mwa yon kout kanaval pou chak vil: yon kout kanaval pou Okay, yon kout kanaval pou Okap, yon kout kanaval pral pou Gonayiv .... Ki vrè priyorite Martelly nan tèt peyi a? Ki sa k nouvo pandan Martelly sou pouvwa a ? Eske Leta kaletèt la kreye yon klima ak atraksyon pou touris vin depanse lajan nan ekonomi peyi a vre? Oubyen pou limenm ak akolit li yo jwenn pou yo feraye ?

Jounen jodi a se jwèt aza k ap jwe nan palè nasyonal; pikekole k ap fèt nan pouvwa kaletèt la. Tanzantan Minis, Direktè ak Konmisè gouvènman ap chanje poutèt yo pa vle rantre nan koripsyon ak zak malonèt prezidan Martelly enstore nan peyi a. Kijan ou konprann yon komisè arete yon dilè dròg (Daniel Evinx ki se bon zanmi Martelly), li libere san kontrent, okontrè menm yo onore l pou bon sitwayen epi malgre sa pou prezidan an pa menm jennen al dòmi lakay dilè dròg sa a nan Okay? Mezanmi, nou gen pou n wè, nou gen pou n tande !

Pa gen yon politik lojman sosyal. Moun yo ap viv nan salte nan katye popilè yo, nan ti abri pwovizwa yo anba Mòn kabrit la (Kay Kav yo), plis sa òganizasyon OIM ak kèk patnè entènasyonal yo te konstwi pou yo apre tranblemanntè a. Savledi pa gen okenn plan rekonstriksyon antisismik k ap devlope sou pouvwa sa a.

Eske se distribisyon motosiklèt, mete moun bale devan Ayeropò, Petyonvil ak devan Palè nasyonal ki fè prezidan di li kreye 400 mil anplwa nan peyi a ? Kisa sa vle di? Pawòl sa a te fè anpil lòt nasyon gade peyi Ayiti kòm yon kote ki pa gen moun serye, moun k ap panse ak reflechi k ap viv ladan l, yon peyi ki pa gen ni konpetans, ni konesans k ap travay. Yon emisyon televize nan lane 2011 nan peyi Lafrans te di: " Si yon moun tankou Martelly vin prezidan nan peyi Ayiti, pèp sa a se yon nasyon zonbi".

Ki ckanjman Kaletèt pote nan ekonomi peyi Ayiti ? Li ranfòse sektè boujwa a epi kraze klas mwayèn nan.



Menm sou otobis "Ede Pèp" yo, pèp la make Aba Martelly

Ki chanjman li pote nan sistèm sante peyi a ? Lopital ki vin yon privilèj pou moun ki malad. Popilasyon an pa ka jwenn swen men gen anpil don k ap bay pou ranfòse sistèm nan ki al nan pòch manm nan Gouvènman an.

Ki chanjman li pote nan agrikilti ? Yon fwa gastwo atizana nan Fakilte agwonomi Damyen an chak ane ki toujou fini an ke makak paske militan tèt Kale yo toujou kraze l, Roro Nelson konn abitye rache dan moun ak kalòt ki pale mal kont Martelly.Ti machann yo toujou pèdi lajan yo paske yo pa janm vann, men poutan Leta toujou fè yo enskri byen chè pou patisipe nan Fwa Gastro atizana sa a.

Ki chanjman nan sistèm edikatif ayisyen an ? Lekòl gratis nan tout peyi a aloralman pandan tout paran ak direktè revolte pou yo di yo bouke ak sistèm sa a k ap blanchi lajan sou do pitit pèp la.

Ki chanjman nan sistèm jistis la ? Se yon pakèt sou zòm, jèn gason ak jèn fi ki reziye yo plonje nan sodomi pou fè tout sa pouvwa a mande yo, yo san karaktè ak moralite y ap benyen nan koripsyon san gade dèyè. Gade kijan yon jij Jean Serge Joseph mouri pandan l t ap goumen pou fè respekte etadedwa nan konstitisyon peyi a.

Ki enfrastrikti transpòtasyon ki mete sou pye? Se sèlman chantye lavalas ak pouvwa Inite a te kite yo l ap kontinye, pandan l ap kole pyese ti wout epi mete flè.

Kilè Prezidan Martelly ap sispann kale tèt pèp la ? Ki lè pèp sa ap sispann soufri ?

Daniel Tercier ak Wendell Polinyce

La vie de Jean Monard Métellus en danger !

Par Francklyn B. Geffrard

Par un geste rarissime, le Ministère de la Justice a informé qu'une réunion a eu lieu jeudi dernier par un secteur hostile aux élections, dans le but de planifier l'assassinat du journaliste de Radio Caraïbes, Jean Monard Métellus. Dans une fameuse note de presse signée par le titulaire de la justice, Me Jean Renel Sanon, encore lui, a révélé que la réunion s'est tenue à l'Avenue Poupelard. Précision extrême. Aucun détail n'échappe aux tenants du pouvoir exécutif qui veulent endosser le costume de protecteur et de défenseur du journaliste Jean Monard Métellus, pourtant très critique par rapport au régime « Tèt Kalé » (Crâne rasé). Ils ont à leur disposition tous les éléments d'information dont ils ont besoin pour agir contre ceux qui voudraient assassiner le journaliste.



Le journaliste Jean Monard Metellus

En dépit des informations fiables dont dispose Jean Renel Sanon, il a préféré, en mode populiste, rendre publique une note de presse au lieu de sévir contre les « assassins pré-identifiés » de Jean Monard Métellus ou d'informer l'intéressé lui-même et la station pour laquelle il travaille. Ç'aurait été un acte plus intelligent et plus responsable de la part de Jean Renel Sanon dont l'attitude suscite à tort ou à raison bien des suspicions. Des suspicions naturelles et légitimes. Pourquoi a-t-il choisi de rendre publique l'information sans procéder à la moindre arrestation alors qu'il connait ceux qui fomentent le complot et ceux chargés de l'exécuter ?

Qui aurait intérêt à réduire Jean Monard Métellus, l'un des rares journalistes non inféodés au pouvoir en place, au silence ? En tout cas, le ministre de la justice, lui, désigne déjà un secteur-Un secteur, dit-il, hostile aux élections qui aurait planifié l'assassinat du présentateur vedette des émissions « Ranmanse et Intersection » sur Radio Caraïbes. Jean Renel Sanon ne dit pas qui compose ce secteur hostile aux élections en Haïti. S'agit-il de l'opposition qui réclame le départ du chef de l'Etat ? A quel jeu joue le pouvoir en place ? Qui veut-on tromper et dans quel objectif ?

Jusqu'ici le pouvoir en place a toujours été accusé de ne pas vouloir organiser les élections pour le renouvellement d'un tiers du Sénat. Et pour preuve, depuis plus de deux ans, ce régime qui semble vouloir s'approprier soudainement de la question électorale, a tout fait pour ne pas tenir les élections législatives partielles, municipales et locales. Des élections vitales pour la survie des institutions démocratiques du pays. Le pouvoir se trouve acculé aujourd'hui sur la question électorale au point qu'un secteur de l'opposition regroupé au sein du Mouvement Patriotique de l'Opposition Démocratique (MOPOD) donne le choix au chef de l'Etat Michel Martelly entre l'organisation d'élections cette année et la démission. Le parti Fanmi Lavalas de l'ancien président Jean Bertrand Aristide, se dit prêt à participer aux élections, mais sous l'égide d'une loi électorale démocratique, inclusive et qui respecte la Constitution. L'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) qui se positionne, dit-elle, en troisième voie, se déclare, elle aussi prête pour mener ce que son coordonnateur national Sauveur Pierre Etienne appelle le combat électoral. La Fusion des Sociaux-Démocrates se dit favorable aux élections à la fin de 2014 et à la conclusion d'un pacte de gouvernabilité entre les différents secteurs.

Il est vrai que depuis quelques temps, des organisations de base soutenues par des partis d'opposition réclament, à travers des manifestations de rue de plus en plus fréquentes, le départ du pouvoir en place, mais cela ne suffit pas pour les désigner comme un secteur hostile aux élections. En démocratie, chacun a le droit d'être pour ou contre un régime. L'opposition réclame le départ du président, des partis proches du pouvoir expriment leur soutien au chef de l'Etat. Tout cela fait partie du jeu démocratique. Quant à la tenue des élections, il n'y a apparemment que le pouvoir qui résiste et se rebelle à l'idée de les organiser. A ce niveau, le secteur hostile aux élections serait le régime Tèt Kalé qui n'a jusqu'ici respecté aucune échéance électorale depuis plus de deux ans.

Une autre preuve que le régime Tèt Kalé est hostile aux élections, c'est son attitude par rapport au vote du projet de loi électorale. D'abord, ce projet de loi qui a été acheminé à l'exécutif par le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) n'a été transmis au parlement qu'après environ deux mois pour ratification. Le document a été voté à la chambre basse, puis acheminé au Sénat de la République qui y a apporté des modifications. Le principe constitutionnel veut qu'un projet de loi soit voté dans les mêmes termes au niveau des deux chambres du parlement. Le texte a été transmis à la chambre des députés pour les suites nécessaires. Toutefois, ils sont en vacance depuis plus d'un mois. Par conséquent, ils ne peuvent se pencher sur le document que si l'exécutif, seul pouvoir habilité à le faire, les convoque à l'extraordinaire à cet effet. Quoique pressé par plusieurs secteurs de convoquer les députés à l'extraordinaire pour voter le projet de loi électorale, le président de la République ne l'a toujours pas fait. Pourtant, en transmettant le document à la chambre basse, à la veille d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies au cours de laquelle la crise pré-électorale haïtienne allait être abordée, l'exécutif avait sollicité le bénéfice de l'urgence. Il voulait montrer à l'international qu'il était déterminé à tenir les élections. Mais tout cela c'était pour la consommation internationale. Aujourd'hui, cela suffit comme argumentaire pour identifier le secteur hostile aux élections.

Revenons à la note exceptionnelle du Ministère de la justice qui a sans doute surpris tous les vrais démocrates. La mission d'assassiner le journaliste Jean Monard Métellus aurait été confiée à deux (2) motards, moyennant la somme de dix (10) mille dollars selon le Ministère de la Justice. Deux motards, le choix des présumés assassins du journaliste est bien fait et n'est pas innocent compte tenu du contexte actuel. Le calcul est simple. Ces derniers temps, la plupart des crimes commis dans la capitale haïtienne a été l'œuvre de malfrats circulant à moto. Le Ministère de la justice a sans doute des informations précises sur les deux motards chargés d'assassiner le journaliste. Pourtant, au lieu de mettre la main à leur collet, le ministère a préféré faire un tapage en rendant publique une note de presse dont l'objectif évident serait d'intimider Jean Monard Métellus que l'on prétend vouloir protéger.

Selon la note du Ministère de la justice, la tête du journaliste a été mise à prix. Les motards chargés d'exécuter cette sale besogne devraient recevoir un montant de 10 mille dollars. C'est du déjà vu et du déjà entendu. On se rappelle qu'en 2012, à l'approche du carnaval des fleurs, le commissaire du gouvernement de l'époque, Jean Renel Sénatus avait révélé un complot visant à semer le trouble dans le pays. Il avait indiqué que beaucoup d'autorités étaient impliquées dans ce complot. Il y a dix mille dollars américains qui ont été donnés d'une part et 150 000 gourdes d'autre part, avait-il révélé. Autrement dit, 10 mille dollars, c'est toujours le prix pour abattre un adversaire en Haïti. Seul un certain Jean Robert Vincent a été arrêté, dit-on, en possession de beaucoup de tracts dont le contenu n'a toujours pas été révélé dans le cadre de cette affaire. Jusqu'ici, personne ne sait ce qui est arrivé à ces autorités impliquées dans ce vaste prétendu complot qui visait la déstabilisation de l'Etat ni l'enquête judiciaire. Le dossier a été transmis au cabinet d'instruction, mais on n'entend plus parler de cette affaire. L'enquête se poursuit peut-être comme pour beaucoup d'autres cas.

On se souvient aussi que le même ministère de la justice ayant à sa tête, un ancien officier des Forces Armées d'Haïti, Jean Renel Sanon avait, en date du 10 Février 2013 émis un communiqué dans lequel il avait menacé la liberté d'expression. Dans ce communiqué on pouvait lire ceci, « Dans le souci de préserver les acquis de l'État de Droit, le Ministère de la justice et de la Sécurité publique se fait le devoir de rappeler à tout un chacun, que la législation pénale haïtienne punit sévèrement la diffamation, les menaces et les incitations à la violence. Ainsi, les auteurs tant matériels qu'intellectuels de tels actes répréhensibles tomberont-ils sous le coup des dispositions des articles 64, 313 et 321 du Code pénal haïtien, ainsi que les articles 18, 22 et 23 du Décret du 31 juillet 1986 sur la presse et la répression des délits de presse. » M. Sanon avait donc ressuscité un décret scélérat pris sous le Conseil National de Gouvernement (CNG), le régime militaire qui croyait pouvoir restreindre la liberté de la presse. Ce communiqué avait suscité de vives réactions au niveau des médias indépendants qui y voyaient une velléité du pouvoir en place de reproduire les actes de l'ancien régime.

A en croire la dernière note du Ministère de la justice, le Commissaire du gouvernement près le Tribunal de première instance de Port au Prince a été instruit en vue de mettre l'action publique en mouvement dans le cadre du complot visant l'assassinat de Jean Monard Métellus. Intéressant, dirait-on, puisque, ce faisant, le gouvernement se montrerait préoccupé pour la sécurité d'un citoyen qui serait en danger. Si tel est vraiment le cas, on ne peut que s'en réjouir. Bravo Jean Renel Sanon ! Pourtant, l'agent de sécurité rapproché du président Martelly qui, récemment a agressé sévèrement sous les yeux du chef de l'Etat un journaliste de Télé Kiskeya, Rodrigue Lalane refuse toujours de répondre aux convocations du juge d'instruction en charge de ce dossier. L'agent de sécurité en question se rebelle contre la justice au point que le juge a dû émettre un mandat d'amener à son encontre. Cependant, ni le Palais National, ni le Ministère de la justice n'a jusqu'ici rien fait pour porter l'agresseur du journaliste à coopérer dans le cadre de cette affaire. Ce serait tout aussi élégant si le ministre de la justice agissait avec la même rigueur et la même célérité au nom de l'Etat de droit et du respect de la liberté de la presse.

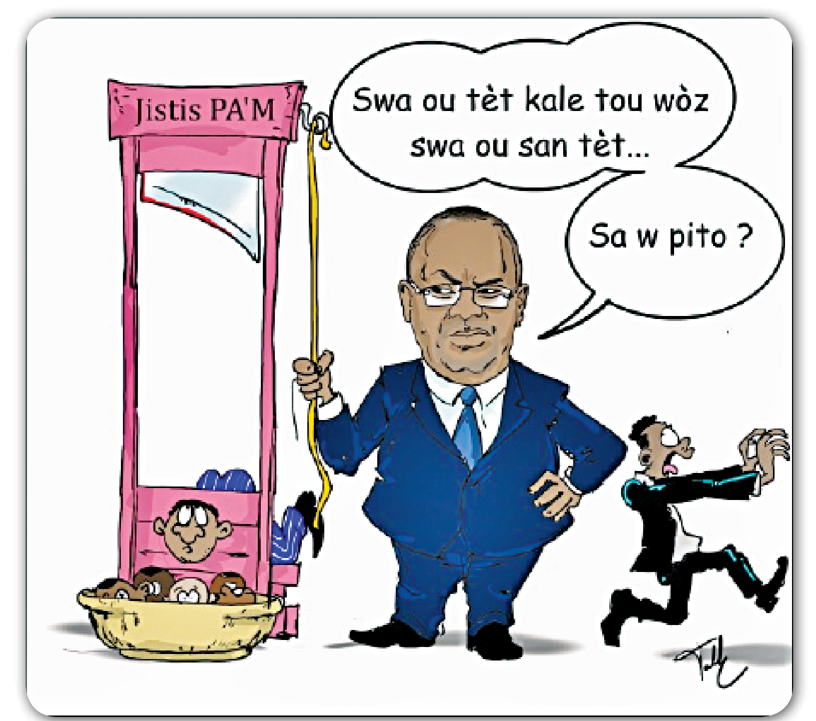
Toujours dans cette note qui porte la signature de Jean Renel Sanon que plus d'uns qualifient de tendancieuse, il est dit que « des instructions formelles ont été passées aux forces de l'ordre afin de garantir la sécurité du journaliste ». Alors là, le Garde des Sceaux de la République se fait vraiment beaucoup de souci pour Jean Monard Métellus. Et comme le régime souffre du syndrome de la première fois, il peut se targuer que ce soit la toute première fois qu'un pouvoir se préoccupait autant de la sécurité d'un journaliste. Mais attention, l'excès en tout, nuit. La démarche du Ministère de la justice parait plus intéressée qu'intéressante et suspecte en même temps.

Fort heureusement, le journaliste a décliné poliment l'offre du ministre de la justice de garantir sa sécurité. Jean Monard Métellus a informé qu'il s'est arrangé avec la direction de radio Caraïbes pour assurer sa sécurité personnelle. Accepter une telle offre serait suicidaire pour l'analyste politique dont la liberté individuelle serait restreinte. Ce serait aussi le meilleur moyen pour le pouvoir d'épier le journaliste dans ses moindres déplacements, ses habitudes de fonctionnement et ses lieux de fréquentations. Il serait donc un prisonnier en liberté.

Des menaces sur la vie de Jean Monard et de tous les journalistes non-alignés existent. Tous, ils doivent faire preuve de la plus grande prudence sans atteindre aucune forme de paranoïa pour ne pas continuer à accomplir leurs tâches avec professionnalisme et dans le respect de l'éthique du métier. Toutefois, il est curieux de constater que cette dénonciation de complot visant l'assassinat du journaliste intervient seulement quelques jours après un acte de sabotage que d'aucun interprétait comme une tentative d'assassinat où les écrous des pneus du véhicule du journaliste étaient dévissés de manière mystérieuse.

Cependant, le journaliste ne doit certainement pas minimiser la démarche du pouvoir qui a publié cette note de presse scandaleuse. Il y a anguilles sous roche. Il ne faut pas se montrer naïf pour comprendre que cet acte participe d'une grosse manœuvre classique d'intimidation. Cela ne veut pas dire que la menace d'assassinat n'est pas réelle. D'ailleurs cette note de dénonciation consiste justement à rendre le journaliste plus vulnérable. Elle est destinée à préparer l'opinion publique. Cette intimidation vise non seulement Jean Monard Métellus, mais aussi tous les autres journalistes et médias qui ne font pas allégeance au pouvoir en place. Cette note du Ministère de la justice, loin de protéger le journaliste de radio Caraïbes le fragilise et l'expose à toutes sortes de danger. En fait, cette note de Jean Renel Sanon met réellement en danger la vie de Jean Monard Métellus. Il risque de devenir une proie facile pour ceux qui se croient autorisés à s'attaquer à la vie de n'importe quel journaliste indépendant. C'est une cible vivante. Et il y a donc de quoi s'inquiéter que cette dénonciation de complot pour assassiner le journaliste ne cache pas un autre complot.

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)



Jean Renel Sanon met réellement en danger la vie de Jean Monard Métellus. Bref, son communiqué peut se résumer ainsi ; soit vous êtes partisans du régime tèt kale soit on vous décapite. Qu'est ce que vous préférez ? *Credit Photo : Le Nouvelliste*

Les causes de la faim en Haïti



L'agriculteur Mercidieu Baptiste tire les mauvaises herbes de son champ de riz dans la vallée de l'Artibonite. Courtoisie de Ben Depp

Par Ayiti Kale je

En mai dernier, les Nations unies annonçaient que « *6,7 millions d'Haïtiens faisaient face à l'insécurité alimentaire* ». Des organismes humanitaires, des agences de développement et des médias ont multiplié les articles, les vidéos et les « *appels urgents* ».

Grâce à quelques mesures, et aussi au temps favorable, la situation s'est apparemment légèrement améliorée depuis lors. Récemment, la Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA) annonçait que les récoltes de riz et de maïs ont augmenté par rapport à l'année dernière. (Cependant, elles restent en-dessous des années précédentes.)

Néanmoins, à l'aide de terrifiants graphiques et de sévères avertissements, les fonctionnaires continuent à dire qu'en 2013, deux fois plus d'Haïtiens que l'année dernière – environ 1,5 million de personnes – continuent de faire face à l'insécurité alimentaire « *sévère* » ou « *aigue* », et que encore plusieurs millions de plus sont considérés sujets à l'insécurité alimentaire. Au moins un cinquième, et dans certaines régions, un tiers, de tous les enfants haïtiens accusent un « *retard de croissance* », ce qui veut dire qu'ils ont un poids au-dessous de la normale pour leur âge, plus petits qu'ils ne devraient, et le développement de leurs cerveaux et d'autres organes en seront vraisemblablement affectés.

La faim est aussi devenue partie prenante du match de football politique qui se joue en Haïti.

Prenant la parole le 10 mai, l'ex-président Jean-Bertrand Aristide critique le gouvernement pour son insouciance concernant le problème de la faim et lançait un avertissement à peine voilé, citant un proverbe haïtien : « *Quand un chien a faim, il ne joue pas.* »

Quelques jours plus tard, le président Michel Martelly répond, disant qu'Aristide « *mentait* » et qu'il est tout aussi responsable puisqu' « *il a passé dix ans au pouvoir* ». (En réalité, Aristide n'est pas resté dix années en poste. Ses deux mandats ont été interrompus par des coups d'État).

Bien que ce soit statistiquement difficile à vérifier, plusieurs rapports disent que la faim dans le pays est aujourd'hui plus généralisée qu'elle ne l'a jamais été au cours des 50 dernières années.

Doudou Pierre Festil, un cultivateur qui est aussi membre d'un mouvement paysan national et coordinateur d'un réseau d'environ 200 associations de planteurs et d'autres organisations connues comme le Réseau National Haïtien pour la Souveraineté et la Sécurité Alimentaire (RENAHSSA), déclare que « *le gouvernement est 100% responsable* **» de la faim en Haïti.**

Mais la réalité est plus nuancée, les causes de la faim plus structurelles.
Tout le monde était au courant de la crise alimentaire latente en Haïti depuis nombre d'années dont : agronomes, économistes, planteurs, et fonctionnaires gouvernementaux haïtiens, bailleurs de fonds étrangers et agences humanitaires. Au cours des ans, des « experts » haïtiens et étrangers ont préparé des projets, rédigé des subventions… et ils ont aussi exécuté des contrats et ont été bien payés pour leurs services.

Au cours des quatre dernières décennies, les donateurs ont dépensé des milliards de dollars sur l'« aide alimentaire », l'« aide au développement », l'« aide humanitaire », et toute une série de programmes agricoles.

Ayiti Kale Je (AKJ) et plusieurs autres savent que les causes de la faim sont structurelles ; certaines remontant aux tout premiers jours de la République. Elles sont aussi reliées et liées à de plus vastes questions économiques à l'échelle du pays et dans le monde. Il n'est pas possible, en effet, d'en explorer les causes en profondeur dans cette série, mais nous croyons que le résumé ci-dessous présente les plus évidentes :

Pauvreté. La moitié de la population vit avec moins deUS$1 dollar par jour ; quelque trois quarts vivent avec moins de $US 2 par jour. Avec peu ou pas de pouvoir d'achat, les Haïtiens qui ne produisent pas leur propre nourriture ne disposent pas d'un revenu nécessaire pour se procurer les plus simples nécessités. Une chose qui rend les Haïtiens plus pauvres, note une récente mission de l'ONU, est le fait que les « *services sociaux de base* » comme l'éducation doivent être achetés, pressurant davantage les foyers pauvres.

Le régime foncier haïtien et le la gestion lacunaire des terres. Selon Bernard Ethéart, spécialiste des questions foncières haïtiennes et ex-directeur de l'Institut National de la Réforme Agraire (INARA), le régime foncier haïtien est un « *désordre total qui se poursuit depuis 200 ans* ». Ethéart prétend que la plupart des terres appartiennent au gouvernement, car depuis l'indépendance, différents dictateurs ont volé, « *vendu* » illégalement ou distribué des parcelles à leurs familles et alliés. Haïti n'a pas de cadastre foncier. Dans la campagne, la sécurité foncière est assez faible, car plusieurs « propriétaires » n'ont pas de titres de propriété ou ont des titres qui sont désuets. En outre, nombre de terres de culture sont des terres de l'État données en ferme par le gouvernement, ou bien sont « possédées » par de grands propriétaires *(grandon)* qui à leur tour les louent ou ont des amodiataires (appelés « *demwatye* ») qui les cultivent. Donc dans plusieurs cas, les fermiers ne s'investissent pas dans la terre. Des études ont montré que les agriculteurs qui travaillent sur des terres affermées, louées, ou « *demwatye* » sont moins portés à les protéger contre la déforestation et autres pratiques qui appauvrissent le sol et l'environnement. Autre obstacle, c'est le fait que les terres « privées » sont divisées en de minuscules lots puisque la législation haïtienne dit que tous les enfants ont le droit d'hériter d'une portion de la terre de leurs parents.

Politiques commerciales néolibérales La Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), et le gouvernement des États-Unis ont imposé des politiques économiques néolibérales aux gouvernements haïtiens depuis les années 1980. En 1995, sous la pression de Washington, le gouvernement d'Aristide réduisait les tarifs sur plusieurs produits alimentaires à zéro ou presque ; Haïti devenant de ce fait le pays avec les plus bas tarifs dans les Caraïbes à ce moment. Un rapport de Christian Aid de 2006 révélait que : « *les résultats de la baisse des tarifs douaniers en Haïti ont été désastreux* ». La libéralisation commerciale est directement liée à la chute de la production agricole, à la croissance de la pauvreté rurale, à l'exode de la campagne vers les bidonvilles et à la faim qui augmente, d'après Christian Aid et plusieurs autres experts. Ces politiques radicales sont venues couronner 200 ans de ce que l'économiste haïtien Fred Doura dénomme une économie « extravertie », qui est « *exploitée et dominée* » par des pays étrangers, leurs économies, leurs devises, et leurs besoins : d'abord la France, puis les États-Unis. Dans *Haïti – Histoire et analyse d'une extraversion dépendante organisée*, Doura dit que la dépendance d'Haïti est culturelle, technologique, financière, et aussi économique ; étant donné que dès sa naissance, le pays a exporté le gros de sa production alors que ses besoins étaient importés. Doura déplore : « *La mondialisation néolibérale de l'économie a resserré l'étau de la dépendance d'Haïti.* »

Accroissement de la population combiné à une production agricole en déclin. Il en a été ainsi à cause de plusieurs raisons reliées entre elles, incluant :

Le régime foncier.

Décennies d'une absence générale d'investissement gouvernemental et des bailleurs de fonds dans l'agriculture. Par exemple, au cours des cinq premières années des années 2000, le ministère de l'Agriculture a reçu seulement 4% du budget, tandis que l'agriculture et le développement rural comptaient pour seulement 2,5% de l'assistance officielle au développement. Une mission de l'ONU en 2009 déplorait « *l'abandon du secteur agricole et de la production nationale au cours des trente dernières années* ». La mission notait aussi que l'approche gouvernementale et de différentes organisations à ce moment-là était caractérisée par de « *multiples stratégies et programmes, qui sont parfois contradictoires, et par des conférences sans fin qui n'apportent aucun résultat concret*».

Méthodes et techniques surannées, absence d'accès aux engrais et à des semences améliorés, et d'autres obstacles par manque de support de l'État.

Absence de systèmes d'irrigation efficaces et entretenus.

Pertes de récoltes en raison de l'absence d'un réseau routier pour acheminer sûrement et efficacement les produits agricoles aux marchés et le manque d'installations adéquates pour l'entreposage des produits alimentaires.

Lacunes quant à l'application d'une interdiction d'abattage d'arbres et absence d'une politique énergétique visant à décourager l'usage du charbon de bois comme une source d'énergie, les deux contribuant à la déforestation.

Vulnérabilité aux phénomènes climatiques tropicaux tels que sécheresse et inondation provoquées par une déforestation massive et autres résultats de l'échec dans la gestion de l'environnement.

Déclin de la qualité du sol causé, en partie, par l'érosion découlant de la déforestation.

Émigration des jeunes des zones agricoles en raison du manque d'établissements scolaires, d'autres services et de débouchés économiques et la pénurie de cultivateurs qui en résulte à la campagne.

Suite à la page (13)

Choléra : 3 ans de crimes contre l'humanité de l'ONU en Haïti



Manifestation devant l'ONU pour exiger le dédommagement des victimes de Choléra-MINUSTAH en Haïti et de réclamer le départ des forces d'occupation de l'ONU du pays.

Par Isabelle L. Papillon

L'épidémie de Choléra introduite en Haïti par les soldats des forces d'occupation de l'Organisation des Nations Unies de la Minustah a été découverte dans les départements du Plateau Central et l'Artibonite le 19 octobre 2010, dix mois après le tremblement de terre qui a ravagé le pays. Depuis lors, plus de 8 mille 352 Haïtiens sont morts de cette épidémie et plus de 800 mille autres ont été infectés et le Choléra continue de faire rage dans les dix départements du pays. Toutes les études conduites par des experts internationaux en épidémiologie ont conclu que le Choléra a été introduit en Haïti par les casques bleus népalais des Nations Unies, et que la bactérie *Vibrio cholerae* découverte en Haïti est d'origine asiatique.

Trois ans plus tard, les Nations Unies refusent d'assumer leurs responsabilités et de dédommager les victimes du choléra. Le gouvernement haïtien n'a pas aoouy*é* la demande de 5 mille victimes par devant les instances compétentes de l'ONU. Donc les victimes sont abandonnées à elles-mêmes, en dépit des dispositions du paragraphe 55 de l'accord de siège de juillet 2004 relatives aux torts causés par les soldats de l'ONU qui n'entrent pas dans le cadre des opérations.

Cette année encore, à l'occasion du troisième anniversaire de l'identification de cette épidémie mortelle à la

Suite à la page (19)

Questions Swirl Around World Vision's Targeted Food Program

By Haiti Grassroots Watch

A food distribution program aimed at expectant and new mothers and their babies may have increased the number of girls and women getting pregnant in and around the town of Savanette, located in Haiti's Centre *département* (province).

That's the perception of many residents and even beneficiaries of a USAID-funded World Vision "Multi-Year Assistance Program" (MYAP), running from 2008 through September 2013 here and in a number of communities in Haiti. As part of the MYAP, World Vision distributes food to pregnant women and mothers of children six to 23 months old (so-called "1,000 day programming"), as well as to vulnerable populations such as people living with AIDS, orphans, and malnourished children.

"There are some people getting pregnant every year" in order to get free food, claimed Carmène Louis, a former beneficiary. "That's why there are more children around. If you want to get in the program, you can't unless you are pregnant… You see youngsters [getting pregnant at] 12 or 15 years old! I think it's a real problem for Savanette."

But she also admitted that some of her neighbors were hungry, saying "things are getting worse, not better."

While the lack of up-to-date statistics prevented Haiti Grassroots Watch (HGW) from verifying whether or not the birthrate had indeed risen in Savanette, an investigation carried out over the course of a year discovered that many in this village near the Dominican Republic border – including respected elders, community radio members, an agronomist, and several beneficiaries – believe the MYAP has caused girls and women to resort to pregnancy in order to receive the bulgur wheat, beans, vegetable oil, and flour at monthly distributions.

A USAID-funded report on food aid programs in Haiti appears to confirm the perception. Evaluators for the 2013 USAID-BEST Analysis noted "a rise in pregnancies in one rural area and the possibility of this phenomenon being linked to public perceptions of 1,000 days programming," although the report did not name which "rural area."

Like many others questioned, agronomist Ruben Louis Jeune swore to the phenomenon and expressed concern.

"There are people who get pregnant on purpose," he said, noting that often "youngsters are making babies.



Elderly woman picks up beans off the ground after a March 2013 World Vision food distribution in Savanette

The population is growing, people are having children but they will not be able to afford to take care of them or pay for school."

Asked about the possible increased pregnancies, Haiti's Secretary of State for the Revival of Agriculture said that, while he was not familiar with the case, it was not out of the question.

"I have worked in the Central Plateau for 15 years," he told HGW. "If I talk to you just about the perverse effects of the programs I myself have seen in front of my eyes… there are so many!"

The World Vision MYAP program also provides pregnant women and young mothers with prenatal care as well as support for vegetable gardens, "Behavior Change Communication" education, and other benefits via "Mothers Clubs." In addition, the program has many other aspects related to helping Haitian farmers improve their animal husbandry or crop output, including technical assistance and training for farmers associations, distribution of seeds and livestock, support for improving irrigation, and other help.

HGW did not look at those aspects of the program. Journalists focused only on the food aid and its real or perceived impacts in and around Savanette.

The food assistance program is an attempt by USAID to target vulnerable populations, especially children.

The Haitian government and foreign agencies say at least 21% of all children suffer from "stunting," meaning they are under-weight and under-height for their age. Some provinces are worse than others, and rural children generally have a higher stunting prevalence.

Beginning in 2008, USAID funded MYAPs to be run by World Vision, ACDI/VOCA and Catholic Relief Services in three different regions of the country, providing money as well as food: about 14,000 metric tons (MT) of food aid per year during the 2011-2013 period. (The organizations received and distributed higher amounts in 2010 and 2011 as part of the earthquake response.)

World Vision received 4,275 MT for FY2012 and approximately 3,830 MT for FY2013, which ended on September 30. The U.S.-based agency also received almost US$80 million for the grant, to which they added some of their own funding. The program cost over US$90 million for 2008-2012 and was extended for one year. (HGW could not find the cost of the additional year.)

World Vision's food distribution programs on La Gonâve, the Central Plateau, and parts of the Artibonite province cost about US$4.5 million per year, according to the agency's communications officer Jean-Wickens Méroné.

According to a World Vision evaluation of its own work, published in 2012, the food aid has had positive effects. During the first three years of the MYAP, the internal report says, the amount of "stunting" dropped for children aged six to 59 months went from 23.5% to 6%.

Food aid is "more negative than positive"

Some in and around Savanette are undernourished. In the last two years of FEWSNET reports, the Savanette region is pretty consistently considered "stressed," which is #2 on a scale of #1 to #5, #1 being "no food insecurity" and #5 being "catastrophe/famine."

"There is hunger here," agronomist Jeune noted. "The distribution of food is not in and of itself a problem. It has a small positive impact, but when you investigate, you see that it is more negative than positive."

Like Jeune, farmers and residents of Savanette have many questions

continued on p(16)

Demonstrators Surround Police Station as Prominent Regime Critic Arrested



Lawyer André Michel received a hero's welcome during the massive Sep. 30 march in Port-au-Prince calling for Martelly's resignation.

By Kim Ives

Over 1000 people massed in front of a police station in the Martissant section of Port-au-Prince on the evening of Oct. 22 as police encircled the car of outspoken lawyer André Michel, who was stopped while driving nearby shortly after 6 p.m.

Just before 10 p.m., the police removed Michel from his vehicle, smashing its windows, his lawyer Newton St. Juste said. Mr. Michel was then taken into the police station, as CIMO riot police fired teargas and shots in the air to disperse the angry crowds outside.

At midnight, Mr. Michel was still being held in the station with clusters of protestors regathering on some street corners, despite the lingering teargas.

Last year, Mr. Michel brought a suit against President Michel Martelly and his family for corruption. Shortly thereafter, the government issued a warrant for Mr. Michel's arrest, accusing him of involvement in the 2010 killing of a student, Frantzy Duverseau. The victim's father, Ovil Duverseau, who was a witness to the incident, has publicly said that Mr. Michel was not responsible in any way for his son's death. Instead, Mr. Duverseau blames Martelly's police force for his son's fatal beating following an altercation.

In radio interviews by cellphone from his besieged car on different stations in the capital, Mr. Michel said that Justice Minister Jean Renel Sanon and Martelly's hard-liner confidants, the brothers Gregory and Thierry Mayard-Paul, were behind his arrest, which was carried out by government commissioner Francisco René. On Radio Kiskeya, Mr. Michel said of Mr. René that "I don't consider him a government commissioner or a judge, I consider him as a bald-headed (tèt kale) militant," the term used to describe Martelly partisans.

"Unfortunately, we live in a country where a group of people think that they have all the rights, while other people have no rights because they are in the opposition," Mr. Michel said.

In addition to Mr. St. Juste, several other lawyers arrived at the scene in solidarity, charging the arrest was completely illegal. Under the Haitian Constitution, the police cannot make an arrest between 6 p.m. and 6 a.m., unless they catch someone in the act of committing a crime.

Despite the warrant hanging over his head, Mr. Michel has been circulating and speaking out for months, aware that "the police have been following me."

"For a long time, I have resumed my professional and political activities, and I have been fighting the good fight," Mr. Michel said. "I said to myself I would not hide, because when you hide, you facilitate the task of the person who is trying to make you hide."

"It is important to defend our democratic gains in Haiti" since the fall of the Duvalier dictatorship in 1986, Mr. Michel concluded in one of his radio interviews. "We have to have the courage and determination for that."

As we go to press, several burning tire barricades and small demonstrations are flaring throughout the capital, radios report.

The Aesthetic Locus of Caribbean Identity

By André Juste

Caribbean art has attracted increasing attention as evidenced by sizable museum exhibitions devoted to it in the past few years. The art's aesthetic underpinning is the product of multiple, stratified societies that are still more or less negotiating, in diverse ways, their political and socio-cultural identities, so it's hard to capture in a single show. Furthermore, some of the work is produced by expatriate artists who still maintain strong ties to their birthplace. Yet, "*Caribbean Cream: What You See Is What You Do,*" an exhibition at a new Jersey City gallery, BrutEdge, directed by Gail Granowitz and Reynald Lally, offers a satisfying take on a fundamental concern of the region's artists.

Curated by Lally with the assistance of Jorge Alberto Perez, who also handsomely designed the show, "*Caribbean Cream*" includes 14 artists from Haiti, Jamaica, Cuba, and Barbados. It's not intended as a survey. The impetus for it, we're told, is based on the Haitian saying *sa ou fè, se li ou wè* ("what you do is what you see"). The objective certitude implied in this saying points to the fact that, contextually, the locus of identity can be found in the transformative act of conceptualizing the past as it relates to the present. Yet, we are further informed that the show is an attempt simply to explore the "tensions" between a Caribbean that is empirically defined versus one that is historically complex, hybridized, and, it would seem, indeterminate.

Fortunately, the works presented in the show do justice to the pithy Haitian saying, superseding the would-be aesthetic and historical indeterminacy of Caribbean art. For instance, Lally, who for years ran the Bourbon-Lally Gallery in Haiti and then in Canada, doesn't altogether set aside the raw, fantastical aspects of the types of art he has long championed in order to shoehorn the show into the hip contemporariness associated with such object-free mediums as film and video, deadpan ironic photographs, and puzzling over-the-top installations. This was, to a considerable extent, the case with the Brooklyn Museum's exposition "*Infinite Island: Contemporary Caribbean Art.*"

Tellingly, BrutEdge gives prime wall space to Myrlande Constant's "*Anacaona,*" a large, arrestingly colorful sequined piece replete with flowery vines, figures in grass skirts with spear or scepter in hand, and feathers in their hair. The work flaunts its (faux) *primitif* lineage. And unlike the three-museum survey, "*Caribbean: Crossroads of the World,*" the BrutEdge exhibition does not deploy its energy deep into the meandering recesses of the past only to conjure up an art that's aesthetically diffuse and unassertive or a Caribbean that's tethered to the all so nuanced interpretations of the forces of history. Shunning postmodern irony altogether, the works Lally has gathered posit a bracingly affirmative identity with (as well as a self-directed transformation of) the local and the regional.

The assertion of a locus for a Caribbean identity that's in the process of transformation and construction is foregrounded in various ways in most of the works in the show. One would

continued on p(14)


"Target" by the Cuban artist Pavel Acosta

ENTRETIEN DE BACHAR AL-ASSAD À DER SPIEGEL !

Par Dieter Bednarz et Klaus Brinkbäumer

« Nous n'avons pas employé d'armes chimiques. C'est une affirmation incorrecte. Tout comme l'image que vous donnez de moi, d'un homme qui tue son propre peuple. Qui n'est pas contre moi ? Il y a en face les États-Unis, l'Occident, les pays les plus riches dans le monde arabe et la Turquie. Tout ça et moi je tuerais mon peuple et il me soutiendrait encore ! » (Bachar al-Assad)

Der Spiegel : Monsieur le Président, aimez-vous votre pays ?

Bachar al-Assad : C'est une question simple, évidente. Bien sûr. C'est humain d'aimer d'où vous venez. Mais ce n'est pas seulement une question de relation affective. Il s'agit aussi de ce que vous, en tant qu'individu, pouvez faire pour votre pays, surtout lorsque vous êtes dans une position d'autorité. Cela devient particulièrement évident en temps de crise. À l'heure actuelle, à un moment où je dois protéger mon pays, je ressens à quel point je l'aime.

Der Spiegel : Si vous étiez un véritable patriote, vous démissionneriez et ouvririez la voie à des négociations pour un gouvernement intérimaire ou un cessez-le-feu avec l'opposition armée.

Bachar al-Assad : C'est le peuple syrien qui décidera de mon sort. Ce n'est pas à quelqu'un d'autre d'en décider. Qui sont ces factions ? Qui représentent-ils ? Le peuple syrien ? Au moins une partie du peuple syrien ? Si c'est le cas, alors allons nous présenter devant les électeurs.

Der Spiegel : Êtes-vous prêt à vous présenter à une élection ?

Bachar al-Assad : Mon deuxième mandat prendra fin en août prochain. Deux mois avant, nous allons organiser une élection présidentielle. Je ne peux pas décider maintenant si je vais courir. Il est encore trop tôt, parce qu'il faut sonder l'humeur et la volonté du peuple. Si je n'ai plus la conviction que le peuple me soutient, alors je ne me présenterai pas.

Der Spiegel : Vous envisagez donc réellement d'abandonner le pouvoir ?

Bachar al-Assad : Que je l'envisage ou non, c'est au peuple d'en décider, parce que c'est son pays. Pas seulement le mien.

Der Spiegel : Mais vous êtes la cause de la rébellion. Les gens veulent se débarrasser de la corruption et du despotisme. Ils appellent à une véritable démocratie et l'opposition croit que ce ne sera possible que si vous quittez le pouvoir.

Bachar al-Assad : Encore une fois, quand vous parlez de factions, qu'ils soient d'opposition ou partisans, vous devez vous poser la question suivante : qui représentent-ils ? Eux-mêmes ou le pays qui les ont créées ? Parlent-ils au nom des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Arabie saoudite et du Qatar ? Je dois répondre franchement et sans détours. Ce conflit a été importé dans notre pays depuis l'étranger. Ces gens se trouvent à l'étranger, ils vivent dans des hôtels cinq étoiles et ils disent et font ce que ces pays leur disent de faire. Mais ils n'ont pas de base en Syrie.

Der Spiegel : Contestez-vous qu'il y existe une forte opposition contre vous dans votre pays ?

Bachar al-Assad : C'est normal. Si je n'ai pas d'opposition, cela signifie que tout le monde me soutient, ce qui est impossible.

Der Spiegel : Mais nous ne sommes pas les seuls à contester votre légitimité. « Un leader qui a massacré ses citoyens et gazé ses enfants à mort ne peut pas retrouver la légitimité pour diriger un pays très divisé », a déclaré le président américain Obama à l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin du mois de Septembre.



Bachar al-Assad et les journalistes de Der Spiegel Dieter Bednarz et Klaus Brinkbäumer

Bachar al-Assad : Tout d'abord, vous parlez du président des États-Unis, pas du président de la Syrie - il ne peut donc parler que de son pays. Il n'a pas de légitimité pour juger la Syrie. Il n'a pas le droit de dire au peuple syrien qui sera leur Président. Deuxièmement, ce qu'il dit n'a rien à voir avec la réalité. Il parle de la même chose - que le président doit partir - depuis un an et demi maintenant. Il s'est passé quelque chose ? Rien ne s'est passé.

Der Spiegel : De notre point de vue, il semble que ce soit plutôt vous qui niez la réalité. En démissionnant, vous épargneriez à votre peuple beaucoup de souffrances.

Bachar al-Assad : Le problème n'était pas le président. Qu'est-ce que l'assassinat d'innocents, les attentats et le terrorisme importés par al-Qaida ont à voir avec ma présidence ?

Der Spiegel : Cela a à voir avec le président parce que vos troupes et services de renseignement sont responsables d'une partie de ces horreurs. C'est votre responsabilité.

Bachar al-Assad : Notre décision dès le début était de répondre aux demandes des manifestants, mais dès le début il ne s'agissait pas de manifestations véritablement pacifiques. Dès les premières semaines, nous avions déjà perdu des soldats et des policiers. Néanmoins, un comité a modifié la constitution (pour tenir compte des préoccupations des manifestants), et plus tard il y a eu un référendum. Mais nous devons aussi lutter contre le terrorisme pour défendre notre pays. Je reconnais que des erreurs ont été commises lors de la mise en œuvre de cette décision.

Der Spiegel : Les victimes dans les premières manifestations à Deraa, où l'insurrection a commencé, étaient en grande partie des manifestants qui ont été battus et tués par balles. Cette brutalité fut une erreur de la part de votre régime.

Bachar al-Assad : Dans toute action humaine, partout dans le monde, des erreurs sont commises. C'est humain.

Der Spiegel : Vous admettez donc que la brutalité contre les manifestants fut une erreur ?

Bachar al-Assad : Il y a eu des erreurs personnelles commises par des individus. Nous commettons tous des erreurs. Même un président commet des erreurs. Mais même si des erreurs ont été commises dans leur mise en œuvre, nos décisions étaient fondamentalement justes.

Der Spiegel : Le massacre de Houla n'était que le résultat de défaillances individuelles ?

Bachar al-Assad : Ce sont les gangs et les militants qui ont attaqué les habitants du village, pas le gouvernement ou ses partisans. C'est exactement ce qui s'est passé. Et si vous parlez de preuves, personne n'a la preuve du contraire. En fait, ce qui s'est passé, c'est que ce sont nos partisans qui ont été tués, et nous pouvons vous donner les noms des familles des victimes parce qu'ils appuyaient notre action contre le terrorisme.

Der Spiegel : Nous avons beaucoup de preuves. Nos reporters étaient à Houla, où ils ont mené une enquête approfondie et ont parlé aux survivants et aux proches des victimes. Des experts de l'ONU sont également arrivés à la conclusion que les 108 habitants du village qui ont été tués, dont 49 enfants et 34 femmes, ont été victimes de votre régime. Alors, comment pouvez-vous nier toute responsabilité et accuser les soi-disant terroristes ?

Bachar al-Assad : Avec tout le respect dû à vos enquêtes, nous sommes Syriens . Nous vivons ici et nous connaissons la réalité mieux que vos journalistes. Nous savons ce qui est vrai et nous pouvons le prouver.



Le président des Etats-Unis Barack Obama et son homologue russe Vladimir Poutine

Der Spiegel : Les auteurs font partie de Shabiha, une milice proche de votre régime.

Bachar al-Assad : Permettez-moi d'être franc avec vous. Votre question est pleine d'inexactitudes. Vous pouvez la formuler comme vous voulez mais au final un mensonge reste un mensonge. Donc, ce que vous dites n'est pas exact.

Der Spiegel : Vous niez donc l'implication de la milice Shabiha ?

Bachar al-Assad : Qu'entendez-vous par « Shabiha ? »

Der Spiegel : Cette milice, les « fantômes », qui sont proches de votre régime.

Bachar al-Assad : C'est un nom turc. Il n'y a rien nommé « Shabiha » en Syrie. Dans de nombreuses régions éloignées où il n'y a aucune possibilité pour l'armée et la police de s'y rendre pour sauver les personnes et les défendre, les gens ont acheté des armes et ont mis en place leurs propres petites forces pour se défendre contre les attaques des militants. Certains d'entre eux ont combattu avec l'armée, c'est vrai. Mais ce ne sont pas des milices qui ont été créées pour soutenir le président. Ce qui est en jeu, c'est le pays, qu'ils veulent défendre contre al-Qaida.

Der Spiegel : Les massacres et la terreur seraient donc perpétrés uniquement par l'autre camp ? Vos milices, forces de sécurité et services secrets n'ont rien à voir avec cela ?

Bachar al-Assad : On ne peut pas aller à l'extrême et rendre les choses absolues - ils ont tout fait et nous n'avons rien fait, 100 pour cent et zéro pour cent. La réalité n'est pas noir et blanc comme ça. Il y a des nuances de gris. Donc, si vous voulez parler de notre camp, si vous parlez des décisions, nous défendons notre pays. Les erreurs sont individuelles et, en tant que président, je ne veux pas discuter d'erreurs individuelles parce qu'il y a 23 millions de Syriens. Dans chaque pays il y a des criminels qui doivent être combattus. Ils peuvent être n'importe où, y compris au gouvernement ou dans l'armée - ou à l'extérieur du gouvernement et de l'armée. C'est normal, mais nous n'avons pas suffisamment d'informations à ce sujet. Vous me demandez de généraliser, mais je ne peux pas généraliser.

Der Spiegel : La légitimité d'un président n'est pas une question de phrases et de déclarations. Vous êtes jugé selon vos actes. Après l'emploi d'armes chimiques contre votre propre peuple, vous avez définitivement perdu la légitimité d'occuper votre poste.

Bachar al-Assad : Nous n'avons pas employé d'armes chimiques. C'est une affirmation incorrecte. Tout comme l'image que vous donnez de moi, d'un homme qui tue son propre peuple. Qui n'est pas contre moi ? Il y a en face les États-Unis, l'Occident, les pays les plus riches dans le monde arabe et la Turquie. Tout ça et moi je tuerais mon peuple et il me soutiendrait encore ! Suis-je un Superman ? Non, alors comment puis-je rester encore au pouvoir après deux ans et demi ? Parce qu'une grande partie du peuple syrien me soutient, moi, le gouvernement et l'État. Ce chiffre est-il supérieur ou inférieur à 50 pour cent ? Je ne dis pas que c'est la majorité de notre population. Mais une grande partie signifie que vous êtes légitime. C'est très simple. Et où trouverait-on un autre dirigeant aussi légitime que ça ?

Der Spiegel : Le Président Obama a déclaré après l'enquête effectuée par les Nations Unies sur ce crime qu'il n'y avait « aucun doute » que votre régime a utilisé des armes chimiques le 21 août lors d'une attaque qui a tué plus de 1.000 personnes.

Bachar al-Assad : Encore une fois, je défie Obama d'apporter une seule preuve, le début d'un commencement de preuve. La seule chose qu'il a, ce sont des mensonges.

Der Spiegel : Mais les conclusions des inspecteurs de l'ONU…

Bachar al-Assad : Quelles conclusions ? Lorsque les inspecteurs sont venus en Syrie, nous leur avons demandé de poursuivre l'enquête. Nous espérons une explication de qui est responsable de cet acte.

Der Spiegel : En se basant sur la trajectoire des fusées, il est possible de calculer d'où elles ont été tirées - à savoir à partir des positions de votre quatrième division.

Bachar al-Assad : Cela ne prouve rien, parce que les terroristes peuvent être n'importe où. Vous pouvez les trouver à Damas en ce moment même. Ils pourraient même tirer un missile à côté de ma maison.

Der Spiegel : Mais vos adversaires ne sont pas capables de tirer des armes contenant du Sarin. Cela nécessite un équipement militaire, une formation et une précision.

Bachar al-Assad : Qui a dit qu'ils n'en sont pas capables ? Dans les années 1990, les terroristes ont utilisé du gaz Sarin dans un attentat à Tokyo. On l'appelle le « gaz de cuisine », parce qu'on peut le fabriquer n'importe où.

Der Spiegel : Mais vous ne pouvez pas vraiment comparer ces deux attaques de sarin - elles ne sont pas comparables. Il s'agissait d'une action militaire.

Bachar al-Assad : Personne ne peut dire avec certitude que des roquettes ont été utilisées - nous n'avons pas de preuves. La seule chose certaine est que du Sarin a été libéré. Peut-être cela s'est passé lorsqu'une de nos roquettes a frappé une des positions des terroristes ? Ou peut-être ont-ils fait une erreur de manipulation et quelque chose s'est passé. Parce qu'ils ont du Sarin - ils l'ont déjà utilisé avant, à Alep.

Der Spiegel : Au total, on a repéré 14 cas où des armes chimiques ont été utilisées, mais jamais à l'échelle de celui du mois d'Août. Avez-vous réellement commencé votre propre enquête ?

Bachar al-Assad : Toute enquête doit commencer par l'identification du nombre de victimes réelles. Les militants ont parlé de 350 victimes, les États-Unis ont parlé de 1.200 victimes. Il y a quelque chose de faux dans cette histoire. Il y a aussi des incohérences dans les images. Un des enfants morts est visible à deux endroits dans deux photos. Ce que je veux dire par là, c'est qu'il faut vérifier ce cas de façon très précise, mais personne ne l'a fait jusqu'à présent. Nous ne pouvons pas le faire non plus parce que c'est une zone contrôlée par les terroristes.

Der Spiegel : Si près de la capitale ?

Bachar al-Assad : Ils sont très proches de Damas et très proches de nos casernes. Ils pourraient tuer nos soldats, et nous ne pouvons permettre une telle chose.

Der Spiegel : Pensez-vous pouvoir reprendre le terrain que vous avez perdu ?

Bachar al-Assad : Notre combat n'est pas de gagner ou de perdre du terrain. Il ne s'agit pas de deux pays où l'un occupe une partie du territoire de l'autre, comme Israël le fait avec nos hauteurs du Golan. Il s'agit de se débarrasser de terroristes. Si nous libérons un morceau de territoire - et c'est ce qui se passe dans de nombreuses zones en Syrie - cela ne signifie pas que nous sommes victorieux, parce que les terroristes vont aller dans une autre région et la détruire. Si les gens nous soutiennent, alors nous gagnons.

Der Spiegel : Des agences de renseignement occidentales ont intercepté des conversations téléphoniques de vos officiers où ils exhortent les dirigeants à utiliser des armes chimiques.

Bachar al-Assad : C'est totalement bidon (« That's completely fake »). Je ne veux pas que notre entretien s'appuie uniquement sur de telles allégations.

Der Spiegel : Est-il irritant pour vous que nous, en Occident, percevons la situation de manière différente ?

Bachar al-Assad : Votre région arrive toujours en retard quand il s'agit de comprendre la situation réelle. Lorsque nous parlions de manifestations violentes, vous parlez encore de

Suite de la page (15)

L'agent orange marque toujours le Vietnam !

Par Christian Brun

Les Vietnamiens subissent encore, cinquante ans après, les effets des défoliants toxiques utilisés par les Etats-Unis dans leur guerre sale contre les «Vietcong». Rencontre avec des victimes et des acteurs de la guérison du pays.

Pollution meurtrière

La famille Ngan fait partie des trente-quatre foyers qui vivaient sur l'ancien aéroport d'A Shau. Une base américaine où le fameux agent orange était chargé en grandes quantités à bord des avions. La zone est toujours gravement contaminée. La mère, Ho Thi Lien, a accouché quatorze fois, mais seuls trois enfants ont survécu. La première fille du couple Ho Thi Gia Thu, 14 ans, a subi trois opérations au cerveau avant de devenir aveugle malgré tout. Les deux autres enfants, comme Ho Thi Linh, 13 ans, sont aussi en train de perdre progressivement la vue ainsi qu'une partie de l'audition. La mère, très malade, vient de subir plusieurs traitements hospitaliers dont les frais ont complètement ruiné la famille.

L'arbre reprendra le dessus

Phung Tuu Boi, scientifique à la retraite, a trouvé des solutions intelligentes et simples pour protéger les habitants de la région de l'ancien aéroport d'A Shau, dans la vallée d'Aloi, de cette dioxine qui les empoisonne. Ce botaniste vietnamien découvre cette vallée en 1977. Avec d'autres scientifiques gouvernementaux, il vient y étudier les séquelles écologiques de la guerre. Rien ne repousse sur les sols empoisonnés. L'équipe ne trouve que l'acacia pour supporter la dioxine, elle en fait planter intensivement pour reboiser la région et donner aux habitants quelques moyens de subsistance.

Phung Tuu Boi parcourt aujourd'hui forums et colloques sur l'agent orange pour parler de «sa vallée», cherche des fonds en contactant les acteurs internationaux de l'aide humanitaire. Puis utilise ces fonds et son savoir pour trouver des solutions simples et durables: comme cette barrière végétale qu'il a fait planter, avec des féviers et des acacias épineux, autour de la zone la plus contaminée de l'ancienne base américaine d'A Shau. Afin d'empêcher enfants et animaux de pénétrer en cet endroit où la dioxine sera encore dangereuse dans cent ou deux cents ans.

Le botaniste affirme qu'en dehors des «points chauds» contaminés par l'agent orange, les anciennes variétés de végétaux devraient commencer à pouvoir germer. Si l'on trouve les fonds pour ces plantations, les anciennes forêts et leur biodiversité mettraient cent à cent cinquante ans à revenir.

Un village d'accueil

Le, Phuong, Dung et Thuan, sourdes et muettes, entourent Long, atteinte de malformations congénitales. Ces cinq jeunes filles vivent en milieu protégé au «Village de l'amitié», à Hanoï, un centre qui accueille près de deux cents victimes de l'agent orange. Loin des regards extérieurs, elles y apprennent un métier. L'endroit a été créé en 1988 par le vétéran américain George Mizo. Dirigé à sa mort par sa femme, il est aujourd'hui pris en charge par des vétérans vietnamiens.

Le «Village de l'amitié» accueille aussi septante anciens combattants vietnamiens ayant servi dans les zones arrosées d'agent orange pendant la guerre et souffrant de diverses maladies très rares chez les personnes non exposées à la dioxine. Ces anciens soldats sont revenus au nord dès la fin du conflit, loin des zones contaminées. Mais leurs petits enfants naissent encore, viables ou pas, avec de graves pathologies. Cent vingt de ces enfants sont pris en charge au «Village de l'amitié».

La dioxine continue à nuire en dehors des zones contaminées. Certains descendants de vétérans, nés en parfaite santé, donnent le jour à des enfants très gravement atteints. Le mal ressurgit parfois à la troisième généra

Suite à la page (19)



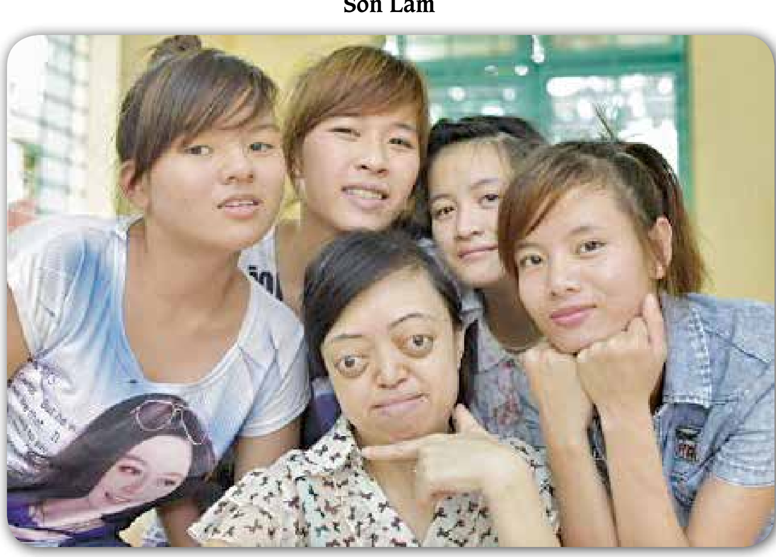
Des anciens combattants des Etats-Unis et les Vietnamiens continuent de mourir de l'agent orange



Ho Thi Gia Thu (au centre à gauche), 14 ans et Ho Thi Linh (au centre à droite), 13 ans



Son Lam



Cinq jeunes filles : Le, Phuong, Dung et Thuan sont sourdes et muettes, entourant Long, atteinte de malformations congénitales

Sankara n'est pas mort !

Par Julie Jaroszewski

Ce 15 octobre, le Burkina Faso célèbre les vingt-six ans de la mort de son leader révolutionnaire Thomas Sankara. Dans une Afrique de l'Ouest en profonde mutation géopolitique, sa pensée ainsi que les fruits de la révolution culturelle opérée ne cessent de porter le « peuple des hommes intègres » vers la patrie du Faso libre. Et, comme se plaisent à palabrer les burkinabés : «Si l'homme blanc a inventé la montre, nous, nous avons le temps»…

Entre les murs fraîchement édifiés du cimetière de Dagnoen, à quelques kilomètres du centre de Ouagadougou, repose le corps de Thomas Sankara, le président du Burkina Faso assassiné le 15 octobre 1987, lors d'un coup d'Etat[i]. Dans le terrain vague jonché de papiers brûlés et de plastiques amoncelés qui sépare le cimetière du quartier, une femme vocifère : « On n'arrête pas les idées avec des murs ! » « Non, tu n´y es pas du tout, ma sœur, répond un cycliste au vélo brinquebalant, ils ont construit le mur pour protéger la tombe des profanations ! »

Enraciné dans la terre orange et sable, un vénérable baobab sait, lui, que rien ne pourra jamais briser la loi du nombre. Le 15 octobre 2007, pour la célébration du vingtième anniversaire de l'assassinat de Sankara, organisé en ce lieu par ses sœurs et sa femme, une foule imposante était présente au rendez-vous. « Nous sommes partis avec la caravane de la mémoire depuis le Mexique, raconte sa sœur Odile Sankara ; ensuite nous nous sommes rendus en France, en Italie, en Suisse, au Mali et au Sénégal, avant de rentrer au Burkina pour le jour J. »

Le pouvoir a-t-il pris peur en découvrant une telle multitude ? Pour se recueillir sur la tombe du « capitaine »[ii], il faut désormais révéler son identité et accepter de figurer dans le registre des visites. Tandis qu'une horde d´enfants traverse la rue en riant, un vieux, assis sur les racines du baobab centenaire, mâchouille la cola. Les chiens farfouillent dans les coquilles vides d´arachide qu'il leur balance depuis sa souche tout en palabrant : « Parler du passé, c'est comme dépécer une panthère ; ton couteau va rencontrer du blanc et du noir, du vrai et du faux. Les faits historiques sont inoffensifs… » Est-ce aussi sûr que cela ?

Voici dix ans, le Burkina des « hommes intègres » ne parlait de l'ex-président des pauvres, porte-parole des laissés-pour-compte, anti-impérialiste non conformiste que dans l'intimité des portes fermées. Aujourd'hui, les petites tables de fer rouillé des « maquis » de Ouagadougou invitent ouvertement l´ancien président du Faso à siéger en maître. Dans la poussière sahélienne, entre deux bières, depuis les T-shirts à son effigie vendus par les marchands ambulants, le capitaine Sankara « écoute » les discussions de ses compatriotes. Çà et là, il ponctue d'une réplique virtuelle les commentaires emprunts d'inquiétude, de lucidité et d'humour qui accompagnent les évènements internationaux : l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en Libye, l'assassinat de Mouammar Kadhafi, les groupes islamistes extrémistes dans le nord du Mali, l'ingérence française…

On est loin d'une résurrection puérile entraînée par la fringale consumériste d'une icône. L'exigeant Sankara prônait une révolution par l'étude, la force de l'argumentation et la construction d'une culture populaire de la souveraineté. Sous le cagnard des longues années de silence, cet héritage a macéré les rues de « Ouaga ». Ayant pris le temps de méditer les erreurs et les idées fortes du « capitaine », un riche terreau politique et populaire recouvre aujourd'hui le trottoir des hommes intègres. La mise en friche a été effectuée, la culture semée.



Thomas Sankara

Dans la cour d'un des quartiers populaires de la capitale burkinabée, Odile, la petite sœur du « capitaine », enroulée dans le pagne des vingt-cinq ans de l'anniversaire de la mort de son frère, attend que la chaleur baisse. Dans la rue, le bavardage incessant des femmes et les rires des enfants chatouillent la porte de fer.

Le deuxième étage de la maison est toujours en construction, les caisses de livres de Thomas toujours empaquetées : « On n'a pas encore pris le temps de regarder, bouquin par bouquin. Tout ce qu'il a lu est là. On pense fortement à un espace, à un archivage, à un endroit où les gens pourraient venir voir, consulter…. Il faut faire comprendre aux Burkinabés et au monde, que sa connaissance, son intelligence, sa culture et ses choix politiques sont partis de la lecture. »

Comme aux lendemains des relèves de garde ensanglantées des palais présidentiels, les nouveaux occupants du pouvoir ont laissé la pellicule se détériorer : ainsi, commente Odile, « la pluie a battu, pour effacer toutes les traces de la révolution ». Mais nombreux sont les Burkinabés qui ont pu conserver des archives… Alors que le président Blaise Compaoré, compagnon révolutionnaire d'hier, est hautement suspecté de porter une responsabilité dans l'assassinat de Sankara, nombreux sont ceux qui conservent leurs trésors en attendant de pouvoir venir les déposer. Les murs chuchotent le long des goudrons de « Ouaga » : « Sankara n´a même pas été enterré… son corps est certes dans la terre, mais les funérailles n'ont toujours pas eu lieu. Tant que "Blaise" est au pouvoir, c'est impossible. Vingt-cinq ans

Suite à la page (14)

Suite de la page (3)

peu ou prou de modification a été apportée et ses structures restent quasiment inchangées, alors qu'elles sont davantage sollicitées par une population en augmentation constante. Fondées le 20 août 1860 sous le gouvernement du président Fabre Nicolas Geffrard, les Archives Nationales sont une des plus anciennes institutions d'Haïti, voire de toute l'Amérique latine. Cet organisme autonome de l'Etat, fonctionne aujourd'hui sous la tutelle du Ministère de la Culture selon la loi organique du 26 mars 1986 à l'époque Ministère de l'Information et des Relations publiques.

Quels sont les vrais problèmes de cet organisme de l'Etat ? Nous avons énuméré plus haut les trois principales difficultés des ANH le rendant défaillant dans sa mission de conservation des documents et actes officiels de la République, mais aussi dans son rôle d'administration publique au service de la population. Si l'institution elle même ne peut-être contestée ayant toute sa place et sa légitimité au sein des structures relevant de l'Etat, le comportement de la plupart des femmes et des hommes travaillant pour elle est contestable, voire très critiquable. Au prime abord, les officiers d'Etat civil. Si l'on ne peut généraliser le comportement négatif de ces fonctionnaires de l'Etat, il ne reste pas moins que l'incompétence de certains d'entre eux complique gravement le travail des Archives nationales à Port-au-Prince.

Le premier exemple de ce manque de formation : la mise à jour des fameux Registres. Selon les règlements, chaque début d'année, tous les officiers d'Etat civil de la République ont pour obligation et devoir d'expédier aux Archives nationales tous les registres de l'année précédente. Dans ces documents officiels sont enregistrés tous les actes de naissance, de mariage, de décès, de divorces etc. Sans ces registres dans lesquels sont notées toutes les données concernant tel et tel citoyen, aucun extrait ne peut être délivré par les Archives nationales. D'où l'importance de ces registres et surtout qu'ils soient expédiés en temps et en heure au bureau central à Port-au-Prince.

Chacun de ces registres comporte un numéro unique et plus important encore l'année au cours de laquelle les actes ont été enregistrés au bureau d'Etat civil. Ces deux éléments sont les uniques moyens par lesquels on peut retirer aux Archives nationales l'extrait d'un acte authentique effectué il y a cent ans ou une année dans un bureau d'Etat civil. Que ceci se situe dans la capitale ou dans ses banlieues, c'est la même démarche qu'un bureau situé aux fins fonds des îles Caïmites dans la Grand Anse ou de Mont-Organisé sur la frontière dominicaine dans le nord Est.

Deuxièmement, en plus de l'expédition régulière (annuelle) de ces registres comportant leur numéro d'enregistrement, il faudrait aussi que les informations qu'ils contiennent soient bien écrites (sans faute d'orthographe) et portant bien la signature de l'officier de l'Etat civil en fonction. D'où l'intérêt de tout un chacun de bien vérifier les actes consignés et délivrés par l'officier d'Etat civil. Une fois tout ceci bien reporté tout en respectant les règlements prévus par l'administration, il ne devrait y avoir aucun problème ni difficulté pour avoir un extrait de tel ou tel acte auprès des Archives nationales.

Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas. Loin delà. Avant même de faire face à d'autres problèmes qui incombent au fonctionnement même des ANH, il est arrivé que les officiers d'Etat civil ne respectent pas les règlements d'une part et d'autre part ne rapportent pas de manière correcte les données dans le registre ou pas du tout. Très souvent ces fameux registres peuvent rester jaunis pendant plusieurs années dans les tiroirs de l'office de l'Etat civil sans que personne ne songe à les envoyer à Port-au-Prince. Cet oubli volontaire, irresponsable de l'officier de l'Etat civil génère une forme de corruption dépassant les bornes. Sans registre à Port-au-Prince, point d'extrait d'acte authentique des Archives. Or ces documents, c'est au quotidien qu'on s'en sert en Haïti.

(A suivre)

Suite de la page (3) Un nouveau Collectif est...

grave violation de la Constitution". Bien dit quelque part! Sinon que des répétitions, puisque bien des secteurs qui ont toujours dénoncé les bavures du régime depuis son accession au pouvoir le 14 mai 2011, ont déjà placé leur mot en ce sens. Pourtant, les signataires du document au nombre desquels figurent Rosny Déroches de l'Initiative Démocratique, André Apaid Jr de la Fondation Nouvelle Haïti, Edouard Paultre du Conseil Haïtien du Secteur non Etatique, Me Gervais Charles, étaient à l'avant-scène pour gagner les rues à travers le groupe des 184 et réclamer le départ du régime du président Jean-Bertrand Aristide en 2004 sans tenir compte des prescrits de la Constitution de 1987 relatifs au mandat de cinq années d'un président élu démocratiquement. Ils ont vite oublié que le départ prématuré du président Jean-Bertrand Aristide a été l'occasion pour la police nationale à l'époque de massacrer tant d'innocents dans les quartiers populaires du Bel-Air, La saline, Raboteau, Cité Lescot etc... Le Chef du gouvernement d'alors avait publiquement déclaré dans un langage irresponsable: "Yo tire sou nou, nou tire sou yo tou", en référence aux gens qui défendaient leurs droits démocratiques. C'est ce même Gérard Latortue qui se la coulait douce pour lui dans le chic quartier de Boca Raton en Floride et qui était venu faire main basse sur le pouvoir politique du peuple en 2004 avec la complicité de bien de secteurs réactionnaires de ce pays et une frange de la Communauté internationale. Tout ceci, au nom de la démocratie. Ils oublient que la démocratie a ses règles et principes. Les anciens militaires, bras armés du Groupe des 184 à la solde de Guy Philippe, avaient commis tant de crimes et tué des policiers nationaux, notamment dans le Plateau Central. Ils ont eu en retour le titre de "Freedom Fighters" par l'opportuniste Gérard Latortue.



Me Gervais Charles

Le Groupe des 184 qui revendiquait le pouvoir politique au nom de je ne sais quoi affublait le régime de M. Aristide de tous les maux d'Israël, pourtant ils n'ont pas fait mieux. La Corruption, le vol, le gaspillage régnent en maître, même l'allocation mensuelle aux étudiants haïtiens que revendiquait le groupe des 184 n'a droit qu'à des mépris et injures de toutes sortes. Ces intellectuels, religieux, hommes d'affaires de la place pour la plupart racistes dans leur chair sont des réactionnaires invétérés et veulent s'allier à l'élite rapace de Pétion-Ville pour continuer à aliéner la population. Avec leur station horizontale, ils n'ont point de repère politique. A travers leur démarche, ils viennent à la rescousse du pouvoir Martelly très branlant politiquement et éclaboussé par nombre de scandales. Le dernier scandale en date fut celui de la mort suspecte du juge en siège Jean Serge Joseph qui, d'après le rapport de la Commission d'Enquête du Sénat, a été "torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive", lors d'une réunion le 11juillet 2013 à laquelle ont participé le président Martelly, le Premier Ministre Laurent Lamothe et le Ministre de la Justice Jean Renel Sanon. Le Sénat, dans sa conclusion d'enquête, a demandé à l'Assemblée des Députés de mettre en accusation les suscités pour "crime de haute trahison". En clair pour avoir menti à la nation sur ce dossier qui avilit l'Exécutif haïtien.

Ils ont déjà oublié que le départ forcé du président Aristide du pouvoir a été l'occasion pour bon nombre d'hommes d'affaires de ce pays de bénéficier de franchises et largesses de la part du Premier Ministre de facto Gérard Latortue issu de ce coup machiavélique, alors que l'économie du pays était vraiment anémiée et l'est encore. J'ai bien peur que les signataires de ce document souffrent d'amnésie politique. Leur démarche relève purement de la bêtise humaine! Et s'ils se réveillent enfin de leur profond sommeil, c'est sans doute pour renforcer la démarche entreprise par un ensemble de secteurs visant à faire obstacle à un éventuel retour des lavalassiens au pouvoir.

Suite de la page (8)

Impacts négatifs de différentes pratiques liées à l'aide alimentaire au cours des 55 dernières années.

Autres échecs ou résultats négatifs des « mécanismes de l'aide ». Le gouvernement haïtien a dit à la mission de l'ONU que les donateurs étrangers tournent le dos au support budgétaire et qu'il s'agit là de l'un des nombreux obstacles. Selon le Bureau de l'envoyé spécial de l'ONU, en 2007, par exemple, les donateurs bilatéraux ont consacré seulement 3% de leurs dons à l'assistance budgétaire, alors que les donateurs multilatéraux n'en accordaient que 16%. Tout le reste de l'aide étrangère est allé à des agences et des projets. Aussi, la mission de l'ONU de 2009 critiquait une décennie ou plus à se concentrer sur les « *urgences* » plutôt que sur les causes structurelles de la faim, le déclin de la production agricole, la dégradation environnementale, et d'autres questions structurelles connexes. La mission a aussi émis ses critiques sur les résultats du « *mécanisme pervers de l'aumône comme par exemple des planteurs en attente d'engrais gratuit, la négligence à nettoyer certains canaux dans l'espoir qu'une ONG paiera pour cela […]* ».

Inefficiences du marché interne, spécialement ce qu'un rapport du gouvernement des États-Unis a qualifié de « *pratiques oligopolistiques* » de la part des importateurs d'aliments. Le marché du riz, par exemple, est dominé par trois grandes sociétés d'importation, contrôlées par trois membres de l'élite haïtienne. Une étude en 2010 observait que « *plutôt que de se faire une guerre de prix, les principaux importateurs haïtiens se concertaient pour fixer les prix* ». Avec pour résultat les prix locaux qui sont exagérément élevés et parfois même beaucoup plus que sur le marché international. Un importateur admettait à l'auteur de l'étude : « *Si c'était aux États-Unis, nous irions en prison.* »

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/Université d'Etat d'Haïti. Cette série est distribuée avec la collaboration du journal Haïti Liberté.

Port-au-Prince, HAÏTI,
10 octobre 2013

Suite de la page (12)

Des sympathisants burkinabés à la révolution bolivarienne, sur la tombe de Sankara, avec le drapeau bolivarien le jour de la mort de Chávez. ©Julie Jaroszewski

que l'Afrique et le monde entier attendent ce moment… »

À voix moins basses, chacun s'accorde pour constater que le système touche à sa fin et que, depuis vingt-cinq ans, il a démontré toute son impuissance. De 1983 à 1987, sous Sankara, le peuple burkinabé avait accompli – à travers les programmes établis par le gouvernement du Conseil National Révolutionnaire (CNR) – des avancées spectaculaires dans les domaines décisifs : émancipation des femmes, alphabétisation, reforestation, souveraineté alimentaire, maîtrise de l´eau et de l'agriculture. La révolution ne luttait pas seulement pour sa patrie du Faso, elle visait la libération totale de l´Afrique et l'émancipation de l'homme et de la femme de tout système d´exploitation.

Alors que l´article 37 de la Constitution limite la fonction de chef d'Etat à deux mandats, le Président Compaoré l'a déjà « bissée ». Les résultats des dernières élections lui assurent la gestion du Faso jusqu'en 2015. Son immunité présidentielle le protège des accusations l'impliquant dans l'assassinat de Sankara – d'aucuns ne l'ont-ils pas rebaptisé « Blaise Comparais » ! Il doit donc trouver une porte de sortie. Cette expectative participe certainement du nouveau rôle qu'il a endossé dans la région. Depuis quelques années, il est présenté par les intermédiaires occidentaux, qui l'apprécient, comme « le médiateur de la paix »[iii]. Lors du vingtième anniversaire de la mort de Sankara, l'Association d'amitié France-Burkina a évoqué l'idée même de poser sa candidature pour le Prix Nobel de la Paix … Et rien ne dit qu'il ne tentera pas de se faire réélire en 2015.

Mais, face aux injustices quotidiennes qui défrayent l'actualité nationale et internationale, la jeunesse ne l'entend pas de cette oreille. Pas plus qu'Odile, la sœur de Sankara. La nuit, au Centre culturel français, elle répète Le Roi se meurt de Ionesco. Avec « la classe » d'Hélène Weigel[iv], elle y porte le rôle de Marguerite – la première épouse du roi. Avec patience et froideur, la Marguerite d´Odile accompagne les derniers souffles d´un souverain incapable d´affronter sa finitude et laissant le royaume « s´engloutir dans les précipices sans fond[v] ». Elle y apparaît comme la vraie reine du peuple, les rennes de la décadence du dernier autocrate bien en main. Elle y dissèque de manière chirurgicale chaque phase de la lente agonie du roitelet. Elle y est « matador », les mots sont des banderilles qu'elle plante dans son dos.

La bombe Sankara, ce sont ces jeunes qui redécouvrent la pensée du « capitaine » et l'étudient. Les musiciens et les rappeurs apportent aussi leurs contributions au soulèvement de la chape de plomb. Dans la touffeur des motos et l´asphyxie des dernières gouttes de pétrole libyen, les jeunes hommes échangent depuis leurs portables chinois les mp3 des grands discours de Sankara. Le soir, quand le soleil se couche enfin sur la capitale, de mémoire et par cœur, ils en récitent de longues strophes, rattrapant la palabre au vol si elle venait à trébucher sur une phrase ou un mot.

Pour autant, si la transmission s'est opérée, elle n'a pas encore donné le fruit d'une alternative politique. Fatigué des sérénades de l'Etat-Nation et des indépendances avortées, le peuple, dans les campagnes, se réfugie derrière une sagesse populaire teintée de fatalisme : « Blaise, il a suffisamment "bouffé", il n'aura plus besoin d'amasser de l'argent. Alors que les autres, ceux qui vont arriver, ils vont seulement commencer à "bouffer", eux… Autant le garder plutôt que de repartir à zéro et se refaire piller. Il faut la paix. »

Aux nouvelles générations qui s'échauffent au souvenir du dirigeant révolutionnaire, un homme aux cheveux gris lance : « Sankara ? Il était plus fort que vous et maintenant… il est où ?». Poliment et avec le respect dû aux aînés, un jeune homme répond : « Il faut se battre pour son pays : je fonderai un parti. »

Il fait nuit à présent. Odile Sankara est sur scène. Elle détache doucement les première répliques de Marguerite : « Les signes objectifs ne trompent pas. Vous le savez[vi]. »

Notes

[i] Lire Bruno Jaffré, « Thomas Sankara ou la dignité de l'Afrique », Le Monde diplomatique, octobre 2007.

[ii] Son grade dans l'armée nationale, lors de sa prise du pouvoir par un coup d'Etat, le 4 août 1983.

[iii] Après avoir joué le rôle de « facilitateur » dans les crises ivoiriennes (mais, dans ce cas, d'aucuns parlent davantage de déstabilisation), togolaise et guinéenne, il a été mandaté par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) comme médiateur dans l'actuelle crise malienne.

[iv] Hélène Weigel, actrice autrichienne, femme et actrice de Bertolt Brecht. Après la mort de ce dernier, elle dirige le Berliner Ensemble.

[v] Ionesco, Le roi se meurt.

[vi] Ibid.

15 octobre 2013

continued from page (9)

expect, for instance, Mario Benjamin's "*Cannibal Flowers,*" a large painting predating Haiti's 2010 earthquake that shows an assortment of leaves seemingly stenciled in an all-over format on a neon-like chartreuse background, to be merely an evocation of lush tropical foliage or of an exotically charged paradise. Instead, the wafting, dusky leaves come across as if they had been X-rayed and, in the process, incinerated. To complicate matters, here and there the artist messily, listlessly smears certain passages, suggesting in a couple of spots vestiges of owlish eyes. So the painting is tantamount to a vision in which Benjamin attempts to will a balancing out of the abjectness as well as the potentialities of his subject. Here, the identity of self and object together with the symbolic possibility of transforming this fusion points to the dynamics of a Caribbean identity in the making.

A number of other artists project this transformative potential in their contribution, including Vladimir Cybil Charlier, whose elliptical works combine images, ink drawing, and beaded passages on background photographs of cracked or leveled buildings from Haiti's earthquake.

Ebony Patterson's "*Disciple VI,*" from her "*Gangstas for Life*" series, transforms a skin-bleached, androgynous portrait of a presumed Jamaican hipster into an iconic saint. The artist achieves this transformation by infusing signs of social deviance or otherness in her subject: there's the sitter's rakishly turned, glitter-covered baseball cap, the flame-like jungle brush or mountain range behind his shoulders, the red-loud lipstick on prominent lips that contrast sharply with a ghostly, mask-like face, the stylish bandana which could have doubled as concealment for the face. Patterson then conflates all of this with old-world tropes of salvation in the forms of a lacy, heavenly halo and a dangling cross.

If Patterson integrates the ostensibly fraught composite aspects of her subject into a new model of (Jamaican) blackness, Olivia McGilchrist takes a somewhat different tack. As stated on a wall label, she is a white-complexioned, Jamaican-born artist who grew up and was educated in France and England but now resides in her birthplace since her "sudden return" there. She insists on presenting the personas in her small video stills as unambiguously racialized. In "*Bay,*" from her Whitey series, we see a white-masked female standing on the stern of a boat that's anchored to a beach. She looms as if she were a bugbear in her viewers' imagination. So race is something that's performed, McGilchrist suggests. It's a category that's imposed. Among her other six exquisite film stills (from her Native Girl series), we get the reverse of "*Whitey.*" Here, the artist confronts


"Manihot Flabellifolia" by the Barbadian artist Jocelyn Gardner

us with the theatrically staged presence of a primordially masked female in presumably African garb who, from mostly pitch-black surroundings, seems to insist on the viewer seeing and accepting her as an alluring powerful other.

It would seem that the locus of Caribbean identity thus far is to be found somewhere in the vicinity of the racialized (as well as gendered) poles established at least since colonial slavery days, although it's not specifically determined or mapped out. This is born out by other works in the show, including those of Dionne Simpson and Florine Démosthène. It's especially evident in the crisply delineated lithographs of Jocelyne Gardner, who is known for her depictions of meticulously coiffed black heads of hair seen from the back. But in a sense, her prints are not about heads of hair at all. With their schematic artificiality, the braids and strands of hair are tantamount to metaphorical encodings that Gardner gropes through so as to fathom the topography of colonial oppression and racism. Like the stills of McGilchrist, Gardner's headless hair styles, along with the instruments of restraint and torture that complements them, are woven tales — tropes that cry with burning desire to reconcile disquieting, painful feelings and memories with the neocolonial present.

Though shorn of the politics of colonial memory, the works of two other artists in the exhibition, Carlos Estevez and Pavel Acosta, are quite pertinent here. They suggest that the aesthetic means of reconciliation itself—that is, the conceptual exploration of the tension between the present and the past, mind and memory, or what *is* versus what we *think* exists — is at the root of Caribbean identity. With their backgrounds prettily dabbed with warm washes of paint, Estevez's two paintings come across as fluffy as well as quirky and quaint in that they smack of some familiar *dada* pieces by Francis Picabia or of the cartoony visions of Paul Klee. Yet, somewhat like the technical rigamarole or aesthetic rituals of Dionne Simpson, Estevez introduces into his paintings countless obsessively interconnected details worthy of a maniacal outsider artist. Such details project symbolically the rational mechanics of the sexual attraction and transaction unfolding between the male-female couple in his two paintings. Through the act of elucidating the heterosexual pull between his figures, Estevez exemplifies the identity of his rational approach to his memory or subjective visions. The past is thus subsumed into the act of painting—which stands for the present.

Ultimately, that Caribbean identity is not so indeterminate and freighted by the sheer multiplicity of past historical truths and possibilities that are in turn compounded by present memory is succinctly exemplified in the contribution of Pavel Acosta. His approach perfectly suits and affirms the notion of a definite locus for Caribbean identity. The artist uses in his art a "recycled paint" technique, wherein he cuts up discrete layers of paint and then collages them like bits and strips of paper onto canvas, to create his patchy representational images.

If his technique in "*Marina*" seems a bit flat-footed, it's perhaps partly because Acosta is suggesting in the work that, like his horizontally split sailing ship whose two halves simultaneously occupy the upper and bottom edges of the picture, he is trying to constrict the span of time into the spatial dimension of his canvas. And if the artist transforms time into space, of course he can no longer return to or revisit the past. So just as his technique makes his works look as if he applies his paint clippings strictly from the picture plane outward, Acosta draws the past into the present and ultimately toward the viewer or himself.

This is exceedingly clear in his solidly implemented "*Target.*" Here, Acosta's deceptively banal, pop art-like image of a man aiming a rifle across the field of the canvas is metaphorically an exercise in self-identification, not so much marksmanship or violence. For the barrel of the shotgun, given the piecemeal technique, is misaligned, and the target that the shooter is aiming at is not objectified. Nevertheless, the image's heavy shadow intimates that the shooter's target might be himself—his own identity. Indeed, the gun's muzzle rests on the picture's right edge, suggesting that its discharge would hit the shooter himself in his upper right arm, which, cleverly, Acosta conspicuously extends beyond the picture's left edge. All in all, through his pictures' symbolic space, the artist dispenses with the dimension of time by transposing the present and the past into himself—an act that parallels the self-object fusion and potential transformation that Benjamin attains in his "*Cannibal Flowers.*"

So if it's not exactly demarcated, the locus of Caribbean identity is not to be found solely in the historical past or even in memory. It's also an aesthetic and conceptual identity reached through the transformative acts that the region's scattered artists elicit from themselves in a definite present.

"*Caribbean Cream*"
September 29th - November 23rd, 2013
BrutEdge Gallery, Space # 574
Mana Contemporary
888 Newark Ave.,
Jersey City, NJ 07306
Tel: 646 233-1260
Info@brutedge.com

Suite de la page (10)

« manifestations pacifiques ». Et quand nous avons commencé à parler des extrémistes, vous avez commencé à parler de « certains » militants. Quand vous avez parlé d'extrémistes, nous parlions déjà d'Al-Qaïda. Puis ils ont commencé à parler de « quelques » terroristes à un moment où nous parlions déjà d'une majorité. Maintenant, ils ont commencé à dire 50-50. Évidemment, John Kerry est encore dans le passé - il parle d'environ 20 pour cent.

Der Spiegel : Serait-ce parce que nous hésitons à suivre vos évaluations de la situation parce que nous manquons de confiance en vous ? Et comment expliquez-vous ce manque de confiance ?

Bachar al-Assad : Il me semble que l'Occident fait plus confiance à al-Qaida que moi.

Der Spiegel : C'est absurde.

Bachar al-Assad : Non, c'est la liberté d'expression, s'il vous plaît. C'est mon opinion, je vous le dis franchement. Tout ce que l'Occident a fait ces 10 dernières années a aidé al-Qaida. Ce n'était peut-être pas dans leurs intentions, mais le fait est là. Pour cette raison, nous avons maintenant al-Qaida ici, avec des combattants venus de 80 pays. Nous devons faire face à des dizaines de milliers de combattants. Et je ne parle là que des étrangers.

Der Spiegel : Vous avez perdu beaucoup de soldats qui sont passés à l'opposition. Est-ce que vous essayez de nous dire qu'ils sont devenus du jour au lendemain des partisans d'Al-Qaïda ?

Bachar al-Assad : Non, je n'ai pas dit que tout le monde était maintenant d'al-Qaida. J'ai dit la majorité. La minorité est composée de déserteurs ou de hors-la-lois. Au début de la crise, 60.000 hors-la-lois syriens se promenaient librement hors des prisons. À eux seuls ils sont suffisamment nombreux pour créer une armée. Je ne peux pas vous dire le nombre de personnes qui se battent contre nous parce que la plupart arrivent illégalement à travers les frontières. Ils viennent pour aller au paradis dans leur djihad contre les athées ou les non-musulmans. Même si vous vous débarrassez de milliers d'entre eux, il y aura toujours un flot constant arrivant de l'extérieur.

Der Spiegel : Et vous pensez toujours que vous avez une chance de gagner cette guerre ?

Bachar al-Assad : Même si nous ne l'avons pas, nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre et défendre notre pays.

Der Spiegel : Revenons à la question des armes chimiques. Nous tenons à vous rappeler que vous avez toujours nié posséder des armes chimiques. Mais maintenant, après les crimes contre l'humanité du 21 août et la menace d'une frappe militaire par les États-Unis, vous l'avez admis.

Bachar al-Assad : Nous n'avons jamais dit que nous n'avions pas d'armes chimiques. Nous avons toujours dit : « Si nous en avions, alors... »

Der Spiegel : Les armes chimiques ne sont pas matière à plaisanterie, mais nous ne pouvons rien faire d'autre.

Bachar al-Assad : En tout cas, nous n'avons jamais menti.

Der Spiegel : Il est prouvé que les entreprises allemandes ont livré à la Syrie des produits chimiques qui peuvent également être utilisés dans la fabrication d'armes chimiques. Avez-vous plus de détails à ce sujet ?

Bachar al-Assad : Non, je ne sais pas. Ce n'est pas mon affaire. Mais par principe, nous ne recevons aucune aide de l'étranger quand il s'agit de fabriquer des armes. Nous n'en avons pas besoin. Nous sommes nous-mêmes experts dans ce domaine.

Der Spiegel : Combien de tonnes d'armes chimiques Sarin ou autre avez-vous actuellement à votre disposition ?

Bachar al-Assad : C'est une information secrète jusqu'à ce que nous la donnons à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques.

Der Spiegel : Nous savons que les services secrets occidentaux soupçonnent l'existence d'un millier de tonnes.

Bachar al-Assad : En fin de compte, il s'agit de la chose, pas de la quantité. Nous avons comme principe que nous possédons des armes chimiques, mais nous pensons que le Moyen-Orient devrait être une zone débarrassée des armes de destruction massive.

Der Spiegel : Ça aussi, c'est une question de confiance. Si vous admettez avoir 45 dépôts de stockage de ces armes, comment savoir si c'est vrai ?

Bachar al-Assad : Le président ne traite pas avec les chiffres. Il s'occupe de la politique. Nous sommes très transparents. Les experts peuvent se rendre sur chaque site. Ils auront toutes les données fournies par notre gouvernement, et ensuite ils les vérifieront avec les données sur le terrain. Ensuite, ils pourront dire si nous sommes crédibles ou non. Lorsque nous acceptons et nous engageons dans un accord, nous le faisons dans sa totalité. Nous l'avons toujours fait. Cela dit, nous n'allons pas payer pour la destruction de ces armes.

Der Spiegel : La communauté internationale est censée croire que vous n'avez pas de dépôts secrets ?

Bachar al-Assad : Dans les relations internationales, la notion de confiance n'existe pas, mais il existe des mécanismes. Ils n'ont pas à me faire confiance personnellement. Ce qui compte, c'est que les institutions travaillent ensemble - mon gouvernement et l'OIAC - et si j'ai la confiance du peuple syrien. Je ne suis pas le produit de l'Occident. Je suis le produit du peuple syrien.

Der Spiegel : Vous n'avez pas besoin de l'Occident ?

Bachar al-Assad : Bien sûr que si, mais pas à la place des Syriens, et pas à la place de nos véritables amis tels que les Russes. Les Russes comprennent beaucoup mieux la réalité d'ici. Je ne suis pas simplement en train de les louer parce que nous avons de vieilles relations. Ils sont plus indépendants que l'Europe, qui est trop alignée sur la politique américaine.

Der Spiegel : Les Russes ne se préoccupent que de leurs intérêts stratégiques.

Bachar al-Assad : Vous pouvez en discuter avec le président Vladimir Poutine. Mais laissez-moi vous dire ceci : certains Européens nous ont approché à travers différents canaux pour nous dire qu'ils sont d'accord avec notre position et notre analyse, mais qu'ils ne peuvent pas le dire à voix haute.

Der Spiegel : Est-ce également vrai en ce qui concerne votre version de l'attaque aux armes chimiques ?

Bachar al-Assad : Les mensonges d'Obama n'ont même pas réussi à convaincre le peuple américain. Selon un sondage, 51 pour cent étaient contre une frappe militaire contre la Syrie. Le parlement britannique aussi était contre. Le parlement français a tenu un débat houleux à ce sujet. L'ambiance en Europe était contre une telle attaque. Pourquoi ? Parce que la majorité n'a pas cru à cette histoire.

Der Spiegel : Parmi les contacts européens que vous maintenez, y en a-t-il qui viennent d'Allemagne ?

Bachar al-Assad : Nous avons des relations avec certaines institutions, et nous avons récemment utilisé des canaux qui n'existaient pas auparavant. Nous échangeons des informations, mais nous ne pouvons pas dire que nous avons des relations politiques.

Der Spiegel : Est-ce que l'Allemagne joue un rôle particulier pour vous ?

Bachar al-Assad : Quand je pense à l'Europe, je me demande qui est plus proche de la réalité dans ma région. Chaque position européenne est encore loin de notre réalité. L'Allemagne et l'Autriche ont la position la plus objective et la plus proche de la réalité. La position allemande est la plus proche.

Der Spiegel : l'Allemagne pourrait jouer le rôle d'intermédiaire ?

Bachar al-Assad : Bien sûr, j'aimerais voir des émissaires d'Allemagne venir en Syrie pour voir et discuter de la réalité. Et venir ici ne signifie pas soutenir le gouvernement. Mais si vous venez ici, vous pouvez le faire, vous pouvez parler, vous pouvez discuter, vous pouvez convaincre. Si vous pensez que vous devez nous isoler, vous finissez par vous isoler vous-même. Il s'agit aussi de vos propres intérêts : vous voulez vraiment vous retrouver avec une arrière-cour remplie d'al-Qaida ? En soutenant la déstabilisation ici ? Au bout de deux ans et demi, vous devriez revoir votre politique.

Der Spiegel : Compte-tenu des troubles dans votre pays, avez-vous encore votre arsenal d'armes chimiques sous contrôle ?

Bachar al-Assad : Bien sûr, sous contrôle total. Parce que laissez-moi vous dire ceci : le matériel qui pourrait être utilisé par n'importe quelle armée régulière n'existe pas dans les entrepôts sous forme activée. Personne ne peut donc l'utiliser avant qu'il ne soit activé.

Der Spiegel : Est-ce aussi le cas pour les dépôts contenant des armes biologiques, que vous possédez également ?

Bachar al-Assad : Cette information est classifiée. Nous n'abordons jamais les questions militaires classifiées, mais ceci ne doit pas être interprété comme la confirmation que nous en possédons.

Der Spiegel : Comprenez-vous les craintes de la communauté internationale que ces armes de destruction massive pourraient tomber entre les mains de terroristes ?

Bachar al-Assad : La situation n'est pas aussi mauvaise que décrite dans les médias et l'Occident. Il est inutile de s'affoler pour rien.

Der Spiegel : Selon nos informations, l'opposition armée contrôle au moins 40 pour cent du pays, et selon certaines estimations, le chiffre pourrait être aussi élevé que plus des deux tiers du pays.

Bachar al-Assad : Ces chiffres sont exagérés. Soixante pour cent de la Syrie est un désert. Qui est dans le désert ? Personne. Dans le reste du pays, ils ne contrôlent pas une seule zone en totalité.

Der Spiegel : Ce n'est pas vrai pour la zone le long de la frontière turque.

Bachar al-Assad : Ils sont sur les frontières dans le nord d'Alep avec la Turquie, mais seulement dans cette partie, pas entièrement. Ils contrôlent certaines zones, mais uniquement des points précis. Il ne s'agit pas d'un front. Parfois, ils sont isolés dans des zones où il n'y a pas d'armée pour les combattre. Mais il ne s'agit pas de pourcentages. La solidarité de la population est beaucoup plus importante pour nous. Et c'est de plus en plus le cas parce que beaucoup ne veulent plus des terroristes qui détruisent le pays.

Der Spiegel : La brutalité du conflit a transformé un quart de la population - environ 6 millions de personnes - en réfugiés.

Bachar al-Assad : Nous n'avons pas de chiffre précis. Même 4 millions pourrait être exagéré, car de nombreux Syriens se sont déplacés à l'intérieur de la Syrie pour une autre maison ou chez des proches et ne se sont pas signalés.

Der Spiegel : On dirait que vous parlez d'une augmentation de taxe et non d'une catastrophe humanitaire.

Bachar al-Assad : En fait, non. En Occident, quand vous posez des questions sur le nombre, vous en parlez comme d'une feuille de calcul. Qu'il y en ait 1 ou 5 millions, vous allez faire la même chose. 70.000 victimes, 80.000, et puis 90.000 ou 100.000, on dirait une vente aux enchères. Ce n'est pas une vente aux enchères - c'est une tragédie. Que ce soit 1000 ou 10000, c'est la même chose.

Der Spiegel : Le flot de réfugiés existe pour une raison – à cause de vous et votre régime.

Bachar al-Assad : Désolé, mais est-ce que c'est une question ou une affirmation ? Si c'est une affirmation, elle est incorrecte. Si c'est une question, la première chose qu'il faut se demander est pourquoi les gens partent ? Il n'y a pas une raison mais plusieurs. Une des raisons est que beaucoup de gens ont quitté leur foyer et leur maison à cause de la menace des terroristes.

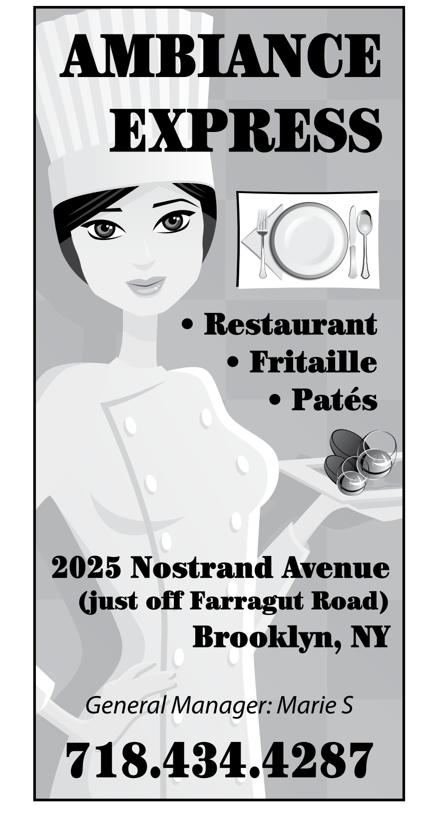
Der Spiegel : Personne ne fuit vos soldats et vos forces de sécurité ?

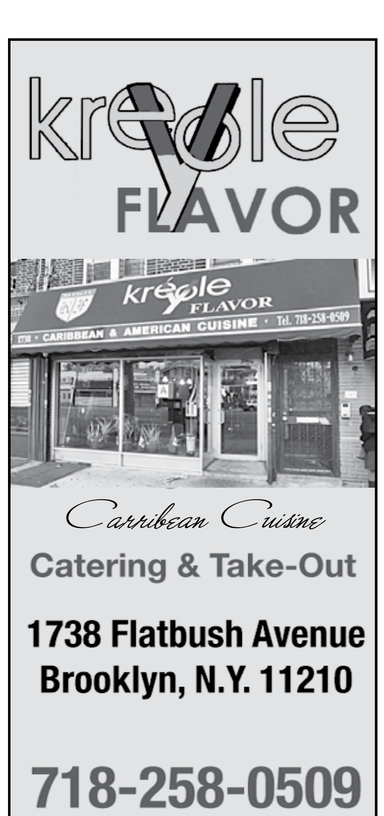
Bachar al-Assad : L'armée représente la Syrie, sinon il n'y aurait pas d'armée, elle se serait décomposée il y a longtemps. Elle n'est pas une

Suite de la page (16)









Suite de la page (15)

menace. Pour ce qui est des réfugiés, vous devez vous poser une question sur les autres gouvernements, notamment le gouvernement turc. Quel est leur intérêt dans des chiffres élevés ? Vous voulez le savoir ? Leur intérêt est de les utiliser comme une carte humanitaire à l'ONU. D'autres pays les ont utilisés pour obtenir de l'argent pour eux-mêmes, pas pour les réfugiés. Vous avez donc de la corruption, des intérêts personnels et certains qui ont fui par peur du gouvernement, mais nous n'avez rien contre eux. Et au cours des deux dernières semaines, plus de 100.000 ou 150.000, selon les estimations, sont revenus en Syrie. Le flot s'est donc récemment inversé.

Der Spiegel : Comment avez-vous convaincu les gens à rentrer ?

Bachar al-Assad : Nous avons travaillé dur pour les ramener. Nous avons pris contact avec tout le monde pour atténuer leurs craintes. Pour ceux qui n'ont pas violé la loi, nous n'avons aucun problème avec eux. Si vous êtes contre le gouvernement, venez vous opposer au gouvernement ici en Syrie. Nous n'avons pas de problème. Cela a très bien réussi.

Der Spiegel : D'un point de vue militaire, cependant, vous n'avez pas eu de succès. La capture d'Alep qui a été promise ne s'est pas réalisée. Maaloula reste un problème majeur, et il y a même des combats dans les faubourgs de Damas. Nous avons entendu des explosions de grenades sur le chemin de votre palais.

Bachar al-Assad : Quand vous avez ce genre de crise, vous ne pouvez pas dire que vous êtes aussi fort qu'avant. Les dégâts sont beaucoup trop importants. Pour être réaliste, il faudra du temps pour surmonter ce problème. Nous n'avons pas d'autre choix que de croire en notre victoire.

Der Spiegel : Comment pouvez-vous être si confiant en la victoire lorsque vous avez besoin de l'aide de groupe militant Hezbollah au Liban ?

Bachar al-Assad : Le Liban est un petit pays avec une population de 4 millions. Rien qu'à Damas, il y a 5 millions. La Syrie est trop grande pour le Hezbollah, même s'ils voulaient envoyer leurs troupes. Nous nous sommes battus avec eux sur la frontière avec le Liban contre les terroristes qui ont attaqué leurs alliés, et nous avons collaboré, et c'était bien.

Der Spiegel : Vous pouvez donc réellement vous passer de l'aide du Hezbollah ?

Bachar al-Assad : Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je parle de la perception en Occident et dans les médias que le Hezbollah se battrait parce que l'armée syrienne en serait incapable. Même si vous voulez en faire une réalité, vous ne le pouvez pas parce que les proportions ne collent pas.

Der Spiegel : Le Hezbollah est parmi les rares qui vous soutiennent encore. Le président russe Vladimir Poutine semble perdre patience avec vous. Et le nouveau président iranien, Hassan Rohani, pourrait trouver qu'un rapprochement avec les États-Unis est plus important que votre survie.

Bachar al-Assad : Poutine est plus favorable que jamais. Cela a été prouvé par trois vétos de la Russie contre des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Der Spiegel : Mais il a voté en faveur d'une résolution visant à détruire vos armes chimiques.

Bachar al-Assad : C'est une bonne résolution.

Der Spiegel : Parce qu'il a empêché une attaque aérienne américaine ?

Bachar al-Assad : Il n'y a pas un seul point dans cette résolution qui est contre nos intérêts. Les Russes voient très clairement ce que nous faisons ici parce qu'ils ont souffert du terrorisme en Tchétchénie, et ils connaissent la signification du terrorisme.

Der Spiegel : Cela signifie-t-il que vous êtes assuré que Moscou livrera le système de défense aérienne S-300 que vous attendez depuis des mois ?

Bachar al-Assad : Il a dit très clairement à plusieurs reprises qu'il allait continuer à soutenir la Syrie, et qu'il respectera le contrat - non seulement sur la défense aérienne, mais aussi sur toutes sortes d'armements.

Der Spiegel : La communauté internationale fera tout son possible pour vous empêcher d'acquérir plus d'armes.

Bachar al-Assad : Pour quelles raisons ? Ils n'ont pas le droit. Nous sommes un État, et nous avons le droit de nous défendre. Nous n'avons pas occupé le territoire d'un autre pays. Pourquoi la communauté internationale ne s'oppose-t-elle pas à Israël lorsqu'il obtient tous ces armements ? L'Allemagne a envoyé trois sous-marins à Israël qui occupe notre territoire. Nous n'avons pas confiance en l'Occident en raison de ses doubles standards.

Der Spiegel : Même si Poutine livre le nouveau système de défense aérienne, ne craignez-vous pas qu'Israël le détruise ?

Bachar al-Assad : Vous ne pouvez pas avoir peur. Lorsque vous êtes dans une situation de guerre, vous ne faites pas quelque chose parce que vous avez peur de le faire. Vous devez vous renforcer afin de ne pas permettre à l'ennemi de détruire votre armement ou de gagner.

Der Spiegel : Et s'ils essaient ?

Bachar al-Assad : Nous en reparlerons lorsque cela se produira.

Der Spiegel : Dans le passé, vous sembliez plus confiant par rapport à Israël.

Bachar al-Assad : Non, nous avons toujours dit que nous avons besoin de paix et de stabilité dans cette région. Même si vous voulez exercer des représailles, vous devez vous poser la question suivante : quel serait le résultat ? Maintenant que nous combattons al-Qaida, en particulier, nous devons veiller à ne pas déclencher une nouvelle guerre.

Der Spiegel : À quel moment allez-vous être en mesure de revendiquer la victoire sur Al-Qaida ?

Bachar al-Assad : La victoire c'est la stabilité. La première phase est de se débarrasser des terroristes. La seconde, qui est plus difficile et dangereuse, est de se débarrasser de leur idéologie, qui a infiltré certains secteurs en Syrie. Il est inconcevable qu'un garçon de huit ans tente de décapiter quelqu'un, comme cela s'est produit dans le nord. Ou que des enfants assistent à une décapitation avec jubilation, comme s'ils regardaient un match de foot, par exemple. Si nous ne nous attaquons pas à ce problème, qui est plus dangereux que les terroristes eux-mêmes, nous allons être confrontés à un avenir très sombre .

Der Spiegel : Une telle scène n'aurait rien de surprenant si elle s'était déroulée en Somalie. Mais en Syrie ?

Bachar al-Assad : La brutalité que nous vivons en Syrie est incroyable. Des gens ont massacré un évêque chrétien en lui tranchant la gorge avec un canif.

Der Spiegel : Croyez-vous encore que vous pouvez ramener la Syrie à son état d'avant-guerre ?

Bachar al-Assad : En termes de stabilité, bien sûr, nous le pouvons. Si nous arrêtons les milliards de dollars d'aide aux terroristes en provenance d'Arabie saoudite et du Qatar, et le soutien logistique de la Turquie, nous pourrions résoudre ce problème en quelques mois.

Der Spiegel : Est-il encore possible de trouver une solution par la négociation ?

Bachar al-Assad : Avec les militants ? Non, la définition d'une opposition politique ne comprend pas une armée. Nous allons négocier avec tous ceux qui veulent déposer les armes et retourner à la normalité. Puisque nous avons parlé avant des déserteurs, je tiens à souligner que cela se produit aussi dans l'autre sens. Les gens qui étaient des militants se battent maintenant avec l'armée.

Der Spiegel : La communauté internationale vous accuse d'avoir provoqué l'escalade dans ce conflit, dont la fin n'est pas encore en vue. Comment vivez-vous avec cette culpabilité ?

Bachar al-Assad : Il ne s'agit pas de moi, mais de la Syrie. La situation en Syrie m'inquiète et m'attriste, c'est là mon souci. Je ne suis pas inquiet pour moi-même.

Der Spiegel : Est-ce que votre épouse et vos trois enfants vous soutiennent encore ?

Bachar al-Assad : Bien sûr, ils n'ont jamais quitté Damas, même pour un moment.

Der Spiegel : Craignez-vous parfois que quelque chose vous arrive comme pour le président roumain Ceausescu ? Après un procès expéditif, il a été fusillé par ses propres soldats.

Bachar al-Assad : Si j'avais peur, j'aurais quitté la Syrie il y a longtemps.

Der Spiegel : Monsieur le Président, nous vous remercions pour cet entretien.

Traduction «il existe donc des journalistes plus arrogants que ceux du Monde ?» par VD avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.

Der Spiegel 7 Octobre 2013

continued from page (9)

about the program, which comes on of decades of food aid.

In addition to the real or perceived pregnancy increase, HGW also discovered that farmers and agronomists are convinced food aid has helped create a culture of dependence, discouraging people from working all of their plots and planting formerly important grains like sorghum. It has also encouraged consumers to buy imported rice rather than buy or grow sorghum, corn, and other crops, as in the past.

Even beneficiaries raised questions about the program. In the fall of 2012, HGW journalists queried 25 beneficiary families. All of them said they had land and were farmers. Two-thirds said that – given the option – they would prefer to receive seeds to food aid. (Some beneficiaries said they did receive a one-time donation of vegetable seeds.)

Merilus Derius, 71, said he thinks the younger generations do seem to want to farm, and he added that they not value some the foods he grew up eating.

"People are neglecting their fields!" the farmer told HGW. "Before, we used to be able to live off our land."

While Derius admitted that environmental degradation and other factors have contributed to decreased agricultural output he also blamed the invasion of food aid and cheap foreign food, which people buy instead of local products.

"Now we have this food called 'rice husks.' In the Dominican Republic, they give it to animals. In Haiti, people eat it! But before, farmers grew sorghum and ground it. They grew Congo peas, planted potatoes, planted manioc. On a morning like this, a farmer would make his coffee and then – using a thing called 'top-top,' a little mill – he would crush sugar cane and boil the sugar cane water, and eat cassava bread, and he would have good health!" he said. "When you lived off your garden, you were independent… But when your stomach depends on someone else, you are not independent."

World Vision does not believe its program creates dependency because most of the program is concerned with helping farmers improve their production.

"It is a program that encourages resiliency and independence, after a certain period," World Vision's Director of Operations, Lionel Isaac, told HGW.

Indeed, it would be unfair to blame the World Vision program for all of Savanette's woes. Jeune, other agronomists, and farmers like Derius hope that the plethora of recently announced government and foreign agricultural projects will help their region, which is capable of producing sorghum, corn, many kinds of vegetables and fruits, tubers, and livestock products like milk. The area has a lot of potential, Jeune said, but archaic farming methods, with few or no agricultural inputs, keep it from being self-sufficient.

"All of the communes produce food," Jeune noted. "If farmers had technical assistance, they would make more money and the quality would improve also."

Questions About a Food Distribution

On March 18, 2013, HGW journalists observed a food distribution that raised questions about how beneficiaries are treated.

Food was handed out to people who had stood in line for many hours, sometimes to groups who would divide it up. Journalists witnessed shoving and even fighting, as well as older women sitting on the ground, picking individual lentil beans.

"At a lot of distributions, you see pushing," Jeune told HGW. "Old people are sometimes hurt. Even if food is being handed out, basic principals should be respected."

Questioned in 2012, about one-third of 25 beneficiaries said they had been mistreated during food distributions.

World Vision workers did not want HGW to videotape the March 18 distribution where – at the end of the distribution – some food had not been handed out.

"You can't film here!" one of the men yelled, shoving the journalists. Along with others, he tried to force journalists to turn off their camera and leave.

Members of the community radio station and other bystanders protected the journalists, who were eventually allowed to continue their work. World Vision officials in the capital later apologized for the attack, saying they had disciplined the employees.

Haiti Grassroots Watch is a collaboration of two Haitian organizations, Groupe Medialternatif/ Alterpresse and the Society for the Animation of Social Communication (SAKS), along with students from the Faculty of Human Sciences at the State University of Haiti and members of two networks – the network of women community radio broadcasters (REFRAKA) and the Association of Haitian Community Media (AMEKA), which is comprised of community radio stations located across the country. This series produced by HGW is distributed in collaboration with Haiti Liberté.

Déclaration de la CARICOM sur l'arrêt de la Cour Constitutionnelle de la République Dominicaine sur la nationalité

La Communauté Caribéenne (CARICOM) est profondément préoccupée par la décision du 23 septembre 2013, de la Cour constitutionnelle de la République Dominicaine sur la nationalité qui modifie rétroactivement une législation qui a accordé la nationalité aux personnes nées en République Dominicaine au cours de la période 1929-2010.

A la suite de la décision, qui considère les migrants entrant en République Dominicaine depuis 1929 et leurs enfants nés dans le pays comme "en transit", un grand nombre de personnes qui font partie du tissu même de la société dominicaine pourrait être déchu de sa citoyenneté.

On estime que quelque 210.000 personnes nées en République Dominicaine d'origine haïtienne, légalement considérées comme Dominicaines et qui ont contribué, en tant que citoyens de la République Dominicaine, à la croissance et au développement de leur société, à l'économie et la politique, seraient touchées, rendues apatrides en violation des obligations internationales relatives aux droits de l'homme.



Je suis Dominicaine et j'ai droit à cette nationalité

La CARICOM note avec regret que la décision va à l'encontre des déclarations de la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme (CIDH), qui a appelé à plusieurs reprises la République Dominicaine à adopter des mesures visant à garantir le droit à la nationalité dans le pays et d'adapter ses lois migratoires et pratiques aux prescrits de la Convention américaine relatifs aux droits de l'homme.

La CARICOM est particulièrement préoccupée par les conséquences humanitaires de cet arrêt. Les implications qu'il représente pour des dizaines de milliers de personnes plongées dans un vide constitutionnel, juridique et administratif, sont une source de profonde détresse pour les personnes touchées et pour notre communauté, une inquiétude significative.

La CARICOM exhorte la République Dominicaine à adopter des mesures en vue de protéger les droits humains et les intérêts de ceux et celles rendus vulnérables par cet arrêt et ses graves effets.

GARR 18 octobre 2013

Jihad : Washington met en garde Ankara !

Par Thierry Meyssan

Alors que la Russie et les États-Unis ont conclu un début d'accord pour le Proche-Orient en général et la Syrie en particulier, la guerre continue en Syrie. Ce paradoxe s'explique d'abord par l'indiscipline et la haine dont font preuve les gouvernements turc et saoudien. Pour Thierry Meyssan, en mettant à jour le rôle d'Hakan Fidan, le Wall Street Journal adresse une mise en garde à Ankara.

La presse turque a consacré quantité d'articles à commenter l'étude du Wall Street Journal sur Hakan Fidan [1]. Avec un unanimisme chauvin, elle considère que l'attaque dont il fait ainsi l'objet est une preuve a posteriori du bien-fondé de la politique d'indépendance du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan face aux États-Unis. Est-ce bien sûr ?


MM. Erdoğan, Fidan, Kerry et Obama lors d'une rencontre à la Maison-Blanche en mai 2012

Selon le Wall Street Journal, le chef du MIT (le principal service secret turc) serait en réalité le numéro 2 du régime, derrière le Premier ministre et avant aussi bien le président de la République, Abdullah Gül, que le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu.

L'arrivée de l'homme de confiance de M. Erdoğan à la tête du MIT, en mai 2010, aurait marqué le début d'une politique non-états-usienne de la Turquie : arrestation et condamnation des officiers supérieurs jadis lié au Pentagone (procès Ergenekon), soutien aux Frères musulmans à l'occasion du printemps arabe, et tentative d'utiliser le conflit syrien pour démembrer le pays et y créer un État kurde.

Surtout, le Wall Street Journal accuse Hakan Fidan de soutenir les jihadistes en Syrie, y compris ceux qui sont le plus violemment anti-occidentaux, malgré les avertissements de Washington. Il cite un parlementaire kémaliste, Mehmet Ali Ediboglu, qui atteste avoir vu une dizaine de voitures de police turque escorter plus d'une cinquantaine d'autobus conduisant des jihadistes en Syrie, c'est-à-dire un convoi de plus de 2 000 combattants. Il ne s'agirait pas d'un incident isolé.

Cependant, le quotidien oublie de mentionner qu'à la différence de Recep Tayyip Erdoğan, Hakan Fidan n'est pas un Frère musulman, mais a été un proche de Fethullah Gülen (le gourou du président Gül). De même, les enquêteurs du Wall Street Journal font l'impasse sur son passé, comme si le chef des services secrets turcs sortait de nulle part. Le quotidien mentionne son passage à la tête de l'Agence turque de coopération internationale (Tika) sans indiquer son rôle pour étendre l'influence d'Ankara en Asie centrale et, via la vallée de la Ferghana, jusqu'en Chine. Il évoque les accusations israéliennes de collaboration avec l'Iran lorsqu'il travaillait à l'AIEA, mais sans préciser que Monsieur Fidan a été nommé chef du MIT trois jours avant l'affaire du Mavi Marmara pour superviser l'opération.

Pour notre part, nous interprétons à l'inverse cette polémique : il y a un mois, rien dans la politique turque ne heurtait les intérêts US. Au contraire. Tout a été fait sur ordre de

Suite de la page (18)

CAMARADE PRÉSIDENT HUGO CHAVEZ : RESPECT !

Chavez, aussi vivant que le peuple vénézuélien

[Ndlr]. Les témoignages passés continuent d'alimenter le feu sacré autour de la mémoire de notre glorieux Chávez.

Ceux qui subissent jour après jour, depuis tant d'années, loin d'ici, la personnalisation médiatique des démocraties latino-américaines pour en faire des « dictatures » ou des «populismes» seraient sans doute étonnés de connaître les réactions des mouvements sociaux et des gouvernants latino-américains à l'annonce du décès du président Hugo Chavez à Caracas, ce mardi 5 mars 2013, à l'âge de 58 ans. Mais quel grand média dira le mélange de douleur, de fierté pour le travail collectif accompli, de mobilisation populaire et de volonté de vivre pour livrer les batailles de l'avenir, ce « tout ne fait que commencer » qui remplit ce soir les avenues, les places publiques du Venezuela ?

Parmi les nombreux leaders qui voyageront pour être présents aux côtés du peuple vénézuélien, il y a :

le brésilien Lula da Silva qui dit « son sentiment de fierté d'avoir vécu et travaillé aux côtés de Chavez, pour l'intégration de l'Amérique Latine et pour un monde plus juste », l'ex-président hondurien Manuel Zelaya et l'ex-président paraguayen Lugo, tous deux renversés par un coup d'État de l'oligarchie, et pour qui « Hugo Chávez est un de ces hommes qui ne meurent jamais parce qu'il est dans le coeur du peuple latino-américain »,le président de l'Uruguay José Mujica qui exprime « sa confiance dans le peuple et dans la démocratie vénézuélienne » et explique que sa « douleur prend une autre dimension parce qu' il n'a jamais connu quelqu'un d'aussi généreux » et salue « un militant de première ligne, un des plus grands hommes d'État et visionnaires de notre Amérique », le président


Hugo Chávez Frías

équatorien Rafael Correa pour qui « Hugo, ce guerrier invincible dans les urnes, sera plus vivant que jamais, éclairant, guidant, inspirant ces révolutions irréversibles pour la souveraineté, la dignité, la vraie liberté, la justice, la joie, le bonheur » ou le Président de Bolivie Evo Morales, ému jusqu'aux larmes : « Nous sommes blessés par le décès du frère, du compagnon Hugo Chávez, mon frère solidaire, mon compagnon révolutionnaire, latino-américain qui a lutté pour la Grande Patrie comme le fit Simón Bolívar en donnant sa vie pour la libération du peuple vénézuélien.

Je regrette de dire que les oligarchies impériales sont sûrement en train de faire la fête, que les médias et l'opposition à Chavez ont démontré leur inhumanité, leur incapacité de respecter un patient et un peuple qui souffre. Mais tant pis, le plus important est que nous luttons pour cette libération pour laquelle a lutté Chavez. Et les peuples qui luttent pour leur liberté, sont aujourd'hui unis : c'est le plus important. Chávez sera présent dans toutes les régions du monde, parmi tous les mouvements sociaux pour accompagner ces grands processus de changement, de construction de l'égalité, après tant d'années de soumission et de pillage ».

Publié par Venezuela infos 6 mars 2013

Le progrès scientifique au service de la vie

Par German Veloz Placencia

La fécondation in vitro, une procédure scientifique complexe qui apporte le bonheur aux personnes qui ne peuvent pas avoir d'enfants, est sur le point de devenir une réalité au Centre territorial de prise en charge des couples infertiles, actuellement soumis à des travaux qui le doteront d'une haute technologie.

Francisco Calcerrada Muguersia, responsable de ces travaux, a déclaré à Granma que le projet est actuellement à 90% de son exécution, et que la partie réservée aux usagers devrait être achevée d'ici la fin du mois d'octobre.

Parmi les éléments essentiels qui placeront le centre à la tête de la technologie de la Santé publique cubaine, se trouve une salle spécialisée pour la capture des follicules, où seront réalisées les aspirations des ovocytes (cellules féminines), ainsi qu'un laboratoire.

Afin de rendre le service plus fonctionnel, cet établissement dispose également de chambres où les patientes peuvent séjourner avant et après les opérations, de casiers qui sont à la fois des filtres septiques, ainsi que des réserves pour les médicaments et les fournitures en général.

La science au service du bonheur

Le docteur Eloy Verdecia Silva, chef du Service de procréation assistée de l'hôpital Vladimir Ilitch Lénine, institution où est installé le Centre territorial, a indiqué que le collectif composé par des spécialistes en gynécologie, endocrinologie, microbiologie et psychologie, avec également des laborantins et des infirmiers, mettra à disposition des patients ses connaissances et son humanisme, comme cela s'est toujours fait.

« Nous procèderons à la fécondation in vitro avec transfert d'embryon, ce qui signifie introduire l'ovule fécondé dans l'utérus de la mère. Comme tout notre système de santé, cette intervention est gratuite. Dans les autres pays, selon les hôpitaux et le personnel qui réalisent l'opération, cela coûte entre 7 000 et 14 000 dollars ».

« Avec le temps et une formation plus avancée, nous passerons à des techniques plus complexes et plus efficaces. Nous nous inscrivons dans un processus permanent d'acquisition de connaissances grâce à la formation, les ateliers et les congrès qui nous ont permis d'élever les catégories scientifique et enseignante ».

Le Centre, a-t-il rappelé, a été créé fin 2011 à l'hôpital Vladimir Ilitch Lénine, afin d'accueillir des patientes de Camagüey et des provinces orientales. Actuellement, sans bénéficier du matériel de haute technologie, il reçoit environ 3 200 couples.

« De nombreuses personnes qui nous ont consultés ont réalisé leur rêve d'avoir des enfants, ou sont sur le point de le réaliser. En 2012 et jusqu'à septembre 2013, 165 femmes ont pu être enceintes après avoir été soumises à une technique de procréation médicalement assistée ».

« Nous avons réalisé des progrès importants à partir de février de cette année, grâce à l'insémination artificielle, réussie dans huit cas ».

Odalys Martinez Abid, spécialiste en laboratoire, a dit ressentir une grande satisfaction lorsque les couples, qui sont parvenus à obtenir une grossesse, s'adressent à elle avec autant d'affection.

La Dr Yudania Torres Ramirez, spécialiste en endocrinologie, confirme l'impression de sa collègue. « Établir une relation avec les couples exige beaucoup de tendresse, car ils ne doivent pas perdre espoir, ce qui pourrait provoquer des altérations dans les processus hormonaux et paralyser l'effet du traitement appliqué ».

Il n'a pas été nécessaire de lui demander si elle suivait les bébés après leur naissance. Spontanément, elle a sorti de son sac à main une photo en couleur et elle a expliqué : « Ces jumeaux, Marlon et Maykol, habitent dans la commune de Rafael Freyre, et ils sont nés le 27 juillet 2012 ».

La Havane. Granma, 17 Octobre 2013

Les éducateurs cubains ont contribué à l'alphabétisation de 300 000 Angolais depuis 2009

Plus de 300 000 adultes ont été alphabétisés grâce au programme cubain « Yo, sí puedo », mis en œuvre dans une trentaine de pays. Cette méthode pédagogique, utilisée en Angola depuis 2009, est désormais appliquée dans 37 communes, où on apprend à lire et à écrire avec des ressources complémentaires, tels que des supports audiovisuels ou des manuels scolaires adaptés.

Le plan d'alphabétisation s'est développé dans les provinces de Luanda, Bie, Huambo, Benguela, Bengo, Cuanza Norte, Cuanza Sul, Moxico et Huila.

Odalis Ortiz Torres, éducatrice au sein de cette mission internationaliste, a souligné à l'agence « Prensa Latina » l'importance d'adapter les outils pédagogiques aux Angolais afin qu'ils puissent combattre les fléaux que sont la faim et la pauvreté, et être prêts à se lancer dans une nouvelle vie. « Yo, si puedo », a été appliqué avec succès dans d'autres pays. En Angola ce fut possible grâce au soutien que lui ont apporté le gouvernement, les autorités traditionnelles, les Églises et l'Organisation de la femme angolaise.

Selon les chiffres officiels, le nombre de personnes alphabétisées par cette méthode en Angola dépasse les 380 600 citoyens, dont 170 962 cette seule année.

Plus de sept millions de personnes dans le monde ont déjà bénéficié de « Yo, si puedo », matérialisation de la volonté de Cuba de contribuer à éradiquer l'analphabétisme.

Le programme a reçu en 2006 le Prix de l'Alphabétisation Rey Sejong, de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), accordé à l'Institut pédagogique latino-américain et des Caraïbes de Cuba.

Solidarité Internationale 17 octobre 2013

Devoir de mémoire

L'étoile de Thomas Sankara à jamais plus brillante dans le ciel du Burkina Faso

Par Frantz Latour

Le 4 août 1983 Thomas Sankara devient le premier dirigeant de la Haute-Volta qu'il va renommer Burkina Faso ou pays des hommes intègres. Orateur populaire qui déjà occupait pleinement l'imaginaire du peuple souffrant burkinabé, il inaugure un nouveau discours fait d'un mélange bien articulé de marxisme, de guévarisme, de panafricanisme et d'humanisme chrétien. Il devient vite la voix des sans-voix, un repère et aussi un jalon pour le peuple burkinabé. Aux masses souffrantes et humiliées, il veut rendre dignité, autonomie et indépendance économique. C'est aussi son grand rêve pour les autres peuples d'Afrique en lutte contre un pouvoir néocolonial.

L'action révolutionnaire de son administration aura été marquée par la lutte contre la corruption, la condamnation du néocolonialisme, l'éducation et la santé pour tous, l'émancipation des femmes, la promotion de la paysannerie. A cet effet, il a adopté des mesures concrètes : réduisant le train de vie de l'Etat (à commencer par le sien propre), interdisant certaines importations de produits alimentaires, promouvant la réforme, et mettant sur pied campagne d'alphabétisation, campagne de scolarisation et de vaccinations. Il n'a eu de cesse de dénoncer les ingérences françaises. De façon remarquable, il a mené une lutte incessante contre la polygamie et l'excision, pratique mutilante et humiliante pour la femme africaine.

Très peu de présidents africains auront autant incarné la dignité et la volonté de redresser tout le tort fait à l'Afrique meurtrie. Pratiquement aucun, n'aura eu le courage d'une sérieuse autocritique avec volonté d'apporter, de concert avec les masses, les corrections, redressements et améliorations nécessaires. En effet, lors de l'anniversaire de la révolution, le 4 août 1987, Thomas Sankara faisant un bilan de son administration avoue que à ses yeux, la révolution est une réussite entachée d'erreurs et de tâtonnements. Il sent qu'il faut faire une pause. Aussi, c'est avec honnêteté qu'il déclare « *Il vaut mieux faire un pas avec le peuple que cent pas sans le peuple*.» Le chef d'Etat annonce alors un adoucissement politique qu'il ne pourra amorcer, car l'humanisme marxiste et chrétien sankariste indisposait la France et ses puissants laquais burkinabé qui veillaient au grain .

Thomas Sankara croyait que le peuple burkinabé pouvait avoir confiance en lui-même. Il avait pris le parti des milliers d'enfants qui chaque jour meurent de faim tandis que les valets du néocolonialisme préféraient plutôt se ranger aux côtés des institutions internationales qui à travers une dette impossible à payer affament les enfants aussi bien que les adultes des pays pauvres. Il avait compris que humanisme et intégrité devaient être



Thomas Sankara

deux vertus cardinales et nécessaires chez tout dirigeant véritable. Ce jeune officier, magicien du verbe, exaltant une société nouvelle débarrassée de l'injustice sociale et de la domination impérialiste, dérangeait les puissants. Aussi, il fallait tuer cette révolution dans l'oeuf. Il fallait liquider son incarnation.

Le jeudi 15 octobre 1987, Thomas Sankara se faisait mitrailler par un commando sur le parvis du Conseil de l'entente, siège du Conseil National de la Révolution, avec quelque douze collaborateurs. Blaise Comparoé, son ami intime et bras droit, prit alors le pouvoir, niant être à l'origine de ce sordide et crapuleux assassinat. Spirituellement et idéologiquement Sankara n'est pas mort. Vint-six ans après sa disparition physique, diverses manifestations du souvenir en mémoire de «l'Africain intègre par excellence», dans la presse africaine et sur un site spécial sur la toile, en témoignent.

Dans le ciel du Burkina Faso, dans le ciel des luttes en cours, dans le ciel de l'altermondialisme, dans le ciel du socialisme du XXIème siècle, l'étoile de Thomas Sankara n'arrêtera jamais de briller.

Suite de la page (17)

Washington. Ainsi, la condamnation des officiers supérieurs n'est pas un coup porté aux États-Unis, mais une sanction de leur volonté de prendre de la distance avec eux et de se rapprocher de l'Armée populaire chinoise comme le prouve la condamnation avec eux de responsables du minuscule Parti des Travailleurs, d'obédience maoïste [2]. Le soutien aux Frères musulmans en Afrique du Nord n'est pas une lubie soudaine d'Ankara, mais l'exécution du plan du département d'État, coordonné au cabinet d'Hillary Clinton par la « soeur » Huma Abedin et à la Fondation William J. Clinton par le « frère » Gehad El-Haddad, par ailleurs responsable de la communication du parti de M. Erdoğan. on observera d'ailleurs que la mère de Madame Abedin dirigeait avec Madame Morsi la branche féminine de la Confrérie, tandis que le père de M. el-Haddad était le conseiller diplomatique du président Morsi. Enfin, les tentatives de créer un État kurde en Syrie sont conformes aux attentes du Pentagone qui entendait fractionner la Syrie en plusieurs États, selon la carte publiée par Ralph Peters en 2006 [3]. Et Hakan Fidan, qui participa en 2009 aux négociations secrètes avec le PKK à Oslo, est le meilleur connaisseur turc du sujet.

En outre, le virage politique turc n'a pas eu lieu en mai 2010 avec l'arrivée d'Hakan Fidan à la tête du MIT, mais en 2011, lors de la guerre contre la Libye. À l'époque, c'est sous la pression du département d'État qu'Ankara a pris conscience des occasions offertes par l'accord USA-Frères musulmans. C'est depuis ce moment que Recep Tayyip Erdoğan est redevenu un « frère », malgré son prétendu renoncement à la Confrérie lors de son incarcération en 1998 et sa « conversion » à la laïcité.

Le véritable problème est ailleurs : le soutien aux jihadistes. Au début de la guerre en Syrie, il était financé par le Qatar et coordonné par l'Otan depuis la base turque d'Incirlik. Il n'y avait donc rien à redire. Mais depuis l'accord russo-US lors de la crise des armes chimiques, les États-Unis se sont retirés militairement du conflit syrien tandis que la Turquie et l'Arabie saoudite continuent le jeu. Dès lors, l'article du Wall Street Journal doit être vu comme une mise en garde adressée à Messieurs Erdoğan et Fikan. Faute d'avoir vaincu la Syrie dans les temps, ils sont priés d'abandonner la partie quelles qu'en soient pour eux les conséquences en politique intérieure.

Hakan Fidan, qui a travaillé pour les services de renseignement de l'Otan durant la guerre du Kosovo et qui a suivi des études aux États-Unis, devrait comprendre ce message.

Notes

[1] "Turkey's Spymaster Plots Own Course on Syria. Hakan Fidan Takes Independent Tack in Wake of Arab Spring", par Adam Entous et Joe Parkinson, The Wall Street Journal, 10 octobre 2013.

[2] « Le coup d'État judiciaire de l'AKP », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), Réseau Voltaire, 19 août 2013.

[3] "Blood Borders ; How a Better Middle-East Would Look", par Ralph Peters, Armed Forces Journal, juin 2006.

Suite de la page (16)

tion. Les scientifiques qui planchent sur le sujet commencent à penser que la dioxine peut perturber la chaîne ADN.

Une Suissesse face à Monsanto

La Bâloise Margrit Schlosser, ancienne déléguée du Comité international de la Croix-Rouge au Vietnam, puis de l'ONG Caritas Suisse et de la fondation Terre des hommes, n'a pu quitter à l'âge de la retraite ce pays auquel elle se sent très attachée. Dès 1982, elle crée, avec d'autres, l'Association Suisse-Vietnam. Depuis 2011, elle œuvre bénévolement pour les victimes de l'agent orange, se consacrant à rechercher des fonds et à monter des projets. Elle est aussi engagée dans une campagne de sensibilisation à propos des semences transgéniques: «Nous essayons de rendre le public vietnamien attentif au fait qu'une multinationale comme Monsanto, qui à l'époque a produit l'agent orange, fait pression pour le développement des OGM dans le pays», explique-t-elle. Elle soutient également la VAVA (Vietnam association for victims of agent orange/ dioxine), qui a porté plainte contre Monsanto et d'autres fabricants de défoliants au nom des victimes vietnamiennes de l'agent orange.

«Je refuse de me considérer comme une victime»

Son Lam, né en 1982, dont le père soldat a parcouru les zones défoliées par l'agent orange, refuse de se définir lui-même comme une victime. Il veut démontrer qu'on peut surmonter les difficultés du handicap et mener une vie positive. Quand il avait 1 an, il pouvait se tenir debout sans problème. À l'âge de 5 ans, ses jambes ont cessé de se développer, il lui fallait des béquilles. Aujourd'hui, il est formateur d'adultes et a monté sa propre entreprise. Il participe à de nombreux forums sur l'agent orange.

Pas de dollars pour les victimes vietnamiennes

Pham Truong est responsable de la communication à l'Association vietnamienne pour les victimes de l'agent orange (VAVA). Selon lui, 45 millions de dollars ont été versés par le gouvernement américain pour tenter de réparer les dégâts causés à l'environnement par les épandages de défoliant durant la guerre du Vietnam. Soixante-cinq millions devraient bientôt être versés pour décontaminer la terre de l'ancienne base aérienne de Danang.

A ce jour en revanche, rien n'a été déboursé pour les victimes vietnamiennes de la dioxine. Il n'y aurait «pas de preuves» de la relation de cause à effet, selon l'administration américaine, alors que des milliards de dollars ont été versés par le gouvernement US à ses propres vétérans victimes de l'agent orange, chez qui quinze maladies ont été répertoriées comme étant provoquées par la dioxine. Le gouvernement Obama aurait prévu 10 millions de dollars pour les victimes vietnamiennes proches de l'aéroport de Danang, mais rien n'a encore été débloqué.

La plainte portée en 2004 par la VAVA contre les producteurs de l'agent orange, dont Monsanto, fut rejetée en 2009 par la Cour suprême des Etats-Unis. Mais une nouvelle plainte est prête à être déposée de manière «imminente» selon Pham Truong.



Margrit Schlosser pose ici avec Hang, qui souffre d'un retard mental



Pham Truong

Commentaires de Christophe Koessler

Entre deux et cinq millions de Vietnamiens sont ou ont été victimes des défoliants toxiques déversés par l'armée des Etats-Unis entre 1961 et 1971. Plus de 77 millions de litres de ces produits de la mort ont été répandus par avions, hélicoptères, bateaux, camions-citernes et par des pulvérisateurs portés à dos d'homme. But de l'opération: raser le couvert végétal pour empêcher l'ennemi de s'y camoufler. Deux millions et demi d'hectares ont été contaminés par ces produits, dont le plus connu est l'«agent orange», concentré de dioxines. La catastrophe humanitaire atteint aujourd'hui la quatrième génération de Vietnamiens, que ce soit au travers de l'hérédité ou de la contamination des sols et des eaux. Le photographe romand Christian Brun est allé à la rencontre des victimes et de ceux qui, par leur engagement, soulagent les fardeaux de l'handicap ou œuvrent à la décontamination. Un travail qui montre que la solidarité nourrit l'espoir et permet d'envisager des solutions pour les générations futures.



Phung Tuu Boi

Le Courrier 21 Octobre 2013

Suite de la page (8)

rivière Meille de Mirebalais, le Collectif Mobilisation pour le Dédommagement des victimes de Choléra (COMODEVIC) et Mouvman Moun Viktim Kolera (MOVIK) ont organisé un ensemble d'activités qui ont abouti à une manifestation, le vendredi 18 octobre pour exiger le dédommagement par les Nations Unies pour toutes les victimes du choléra et le départ inconditionnel des occupants de l'ONU du territoire national, tenant compte de la résolution du Sénat de la République. Ils demandent au gouvernement haïtien de prendre toutes les dispositifs nécessaires pour procéder à la formation de la Commission Permanente des Réclamations conformément aux paragraphes 52,55 et 57 de l'accord de siège du 9 Juillet 2004, signé entre le gouvernement de facto de Gérard Latortue et le représentant de l'ONU, Adama Guindo.

Les victimes de Choléra-MINUSTAH ont également sommé le Ministère haïtien de la Santé publique pour qu'il passe des instructions aux responsables des hôpitaux et des centres de Santé afin de délivrer des certificats médicaux aux victimes de Choléra. Deux autres sommations ont été acheminées aux responsables des Nations Unies et à l'Etat haïtien pour les forcer à assumer leurs responsabilités dans le dossier du choléra.

Dans la foulée, le Regroupement des Conseillers (ères) pour le Changement de Comportement (RECOCC), une nouvelle organisation évoluant dans le quartier de Christ-Roi, à Port-au-Prince, se donne pour objectif de lutter en faveur du dédommagement des victimes de Choléra-MINUSTAH en Haïti et de *réclamer* le départ des forces d'occupation de l'ONU du pays. Lors d'une conférence de presse, le vendredi 18 octobre, Marie Hélène René et David Dorvilier, respectivement coordonnatrice et secrétaire de l'Organisation ont renouvelé leur détermination à lutter de façon à ce que les victimes du choléra puissent être dédommagées et que la MINUSTAH parte définitivement, pour que le pays recouvre sa souveraineté pleine et entière. Selon Marie Hélène, le RECOCC appuie toutes formes de mobilisation visant à revendiquer l'indemnisation des victimes de Choléra et le départ des soldats de l'ONU.



Le Choléra a été introduit en Haïti par les casques bleus népalais des Nations Unies, et que la bactérie Vibrio cholerae découverte en Haïti est d'origine asiatique.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make A Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call 917-336-1254 Today!

CONDOS FOR SALE
Orlando Lakefront Condos! Last new FL lakefront condos available for below replacement cost! (formerly bank owned)3BR, 2BA only $199,900, was $365,000. Close to theme parks and all major attractions. Don't miss out! Beat the snow-bird rush. Call 1-877 333-0272, x 136

DRIVERS
HOME WEEKLY & BI-WEEKLY EARN $900-$1200/ WK. Class A CDL & 6 Mos. Exp Reg. No Canada, HAZMAT or NYC! SMITH TRANSPORT 877-705-9261

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
$8,000 COMPENSATION. Women 21- 31. EGG DONORS NEEDED. 100% Confidential/ Private. Help Turn Couples Into Families with Physicians on The BEST DOCTOR'S List. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

HELP WANTED
AIRLINE CAREERS begin here– Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students– Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

HELP WANTED
HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk Only. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In-Service, Direct Deposit, FAMILY AIDES, INC. Nassau 516-681-2300, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741-9535, Queens 718-429-6565

HOME IMPROVEMENT
HAS YOUR BUILDING SHIFTED OR SETTLED? Contact Woodford Brothers Inc, for straightening, leveling, foundation and wood frame repairs at 1-800-OLD-BARN. www.woodfordbros.com. "Not applicable in Queens county"

JOBS!
"FABRIC RENEWAL (973) 248-9999. Positions available in restoration dry cleaners for tagger, folder, presser, general help. Bloomingdale, NJ. FT/PT."

LAND FOR SALE
BIG HUNTING LODGE: House, 8 acres, hunt adjoining 500 acre Deer Creek Forest. Bass ponds, brooks, fruit woods. Was $129,900, now $99,900. www.LandFirstNY.com Call 888-683-2626.

LEGAL AD
Notice is hereby given that an action has been brought by plaintiff Khadijahismellah Sylvestre against defendant Josue Sylvestre, Jr for a Judgment of Divorce terminating the parties' marriage and granting any other applicable ancillary relief, such as equitable distribution of any marital assets. The parties were married in Schenectady County, State of New York on July 30, 2001.

LOTS & ACREAGE
Waterfront Lots- Virginia's Eastern Shore WAS $325K. Now From $55,000- Community Pool/Center, Large Lots, Bay & Ocean Access. Great Fishing & Kayaking, Spec Home. www.oldemillpointe.com 757-824-0808

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY (800) 959-3419.